

Conseil d'administration

Président :

- M. François FEUILLET

Administrateurs :

- Mme Marie-Hélène FEUILLET
- M. Jean DUCROUX
- M. Michel BARBIER
- M. François BALEYDIER

Commissaires aux comptes titulaires

- MAZARS & GUERARD
- BELLOT MULLENBACH & ASSOCIES

Composition du capital au 31 août 2003

➤ M. François FEUILLET	50,9%
➤ E.D. ENTREPRISES (autocontrôle)	6,6%
➤ Autres	<u>42,5%</u>
TOTAL	100,0%

Comité Exécutif

Fonctions transversales :

- M. François FEUILLET Président Directeur Général
- Mme Marie-Hélène FEUILLET Directeur Général Adjoint
- M. Michel FREICHE Directeur Général Adjoint
- M. Guy LONGUEVILLE Responsable Communication

Activité Véhicules de Loisirs :

- M. Olivier BAILLIARD Véhicules de Loisirs France
- M. Jean-Bernard BOULET Véhicules de Loisirs France
- M. Guido CARISSIMO Véhicules de Loisirs Italie
- M. Jean-Paul FASSINOTTI Coordination camping-cars
- M. Henri TOROSSIAN Accessoires pour Véhicules de Loisirs

Activité Equipement des Loisirs :

- M. Régis GUIMONT Equipement de Jardin
- M. Christian LAFUGE Remorques
- M. Robert SAINT OLIVE Matériel de camping

Responsables de l'information

- M. François FEUILLET 01.44.52.16.30
- M. Guy LONGUEVILLE 01.44.52.16.52

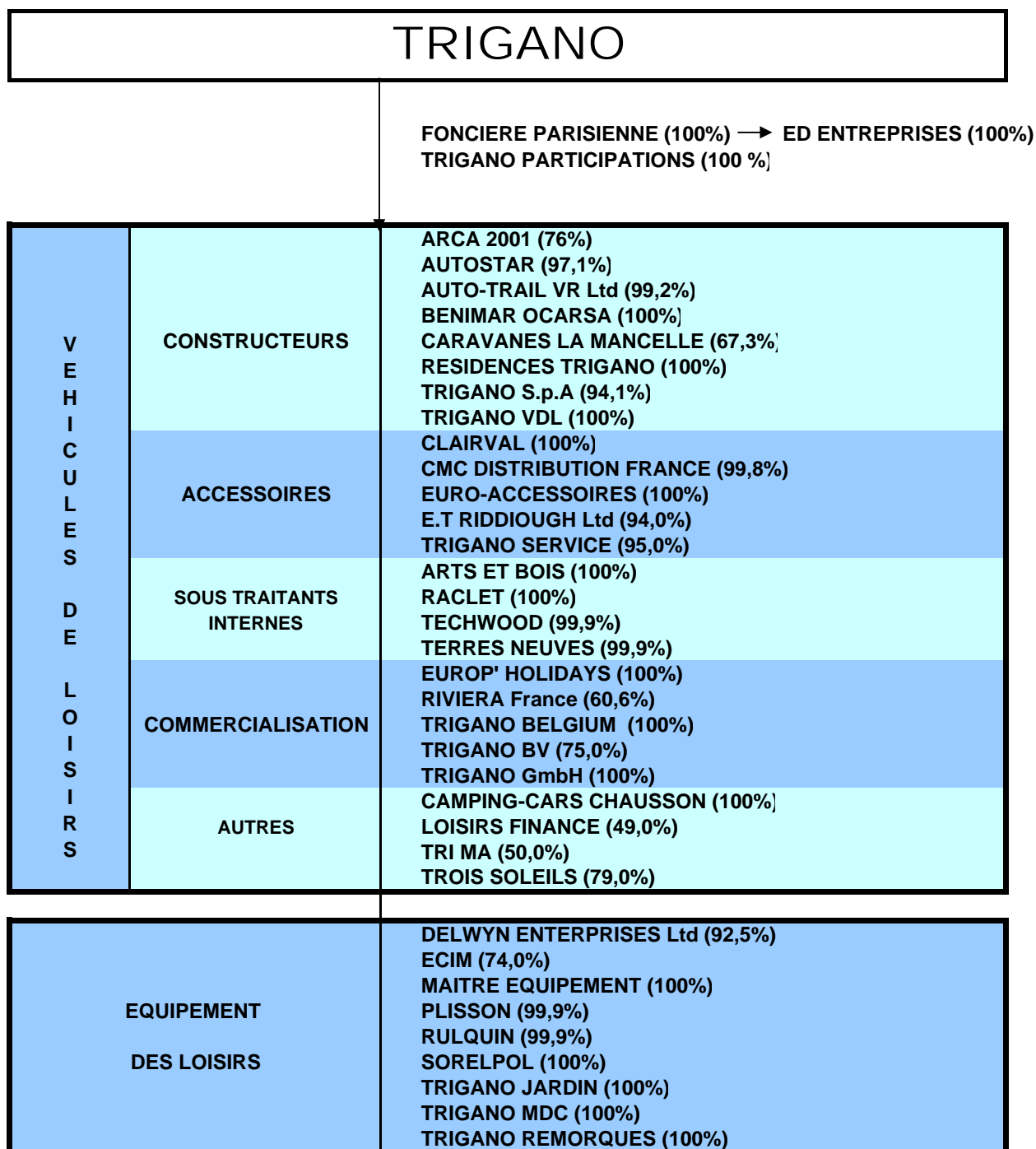
◆ . ◆

SOMMAIRE

◆ . ◆

➤ Composition du capital	1	françaises consolidées ²⁷	
➤ Composition du conseil et du comité exécutif	1	➤ Comptes sociaux au 31 août 2003	28
➤ Organigramme	2	➤ Annexe aux comptes sociaux	32
		➤ Tableaux des filiales et participations	38
		➤ Tableau des résultats des 5 derniers exercices	39
➤ Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale mixte du 8 Janvier 2004	3	➤ Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux	40
➤ Liste des mandats et fonctions exercés durant l'exercice par les administrateurs	11		
➤ Comptes consolidés au 31 août 2003	12	➤ Texte des résolutions de l'assemblée générale mixte du 8 Janvier 2004	48
➤ Tableau des flux de trésorerie	14		
➤ Annexe aux comptes consolidés	15		
➤ Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	26		
➤ Renseignements juridiques des sociétés			

ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DE TRIGANO



Pourcentages de contrôle direct ou indirect
 Hors SCI et sociétés à activité non significative

08/01/2004

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 8 JANVIER 2004



Les éléments importants de l'exercice clos le 31/08/2003 sont les suivants :

→ Progression de la croissance du chiffre d'affaires (+11,5%) sous l'impulsion de l'activité véhicules de loisirs.

→ Amélioration de la rentabilité et de la solidité financière.

→ Renforcement de l'activité véhicules de loisirs.

→ Mise en œuvre d'un programme d'amélioration permanente.

→ Pause dans la politique de croissance externe et rachat d'intérêts minoritaires.



PROGRESSION DE LA CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES (+ 11,5%)

Durant l'exercice Trigano a enregistré un chiffre d'affaires en progression de 11,5% à 655,3 millions d'Euros (587,4 M€ en 2002). Cette progression est supérieure à celle de l'exercice précédent qui n'avait pu atteindre la barre des 10% (+9,8%).

L'exercice a pourtant été marqué par de nombreux facteurs négatifs :

→ recul de la consommation des ménages dans de nombreux pays.

→ dévaluation sensible de la Livre Sterling par rapport à l'Euro.

→ renforcement de la concurrence des produits en provenance du Sud Est Asiatique qui a largement amputé la croissance des sociétés tirant leur chiffre d'affaires des biens de consommation.

Trigano a néanmoins bénéficié :

→ des facteurs fondamentaux qui permettent un développement des marchés sur lesquels il opère supérieur à la moyenne.

→ de l'action entreprise pour occuper de façon plus importante l'ensemble du territoire Européen pour obtenir cette croissance en période de quasi récession économique.

(en millions d'€)	2003	2002*	Evolution 2003/2002 (en %)
- Véhicules de loisirs (VDL)	459,2	402,5	+14,1
- Accessoires pour VDL	57,0	46,6	+22,3
- Matériel de camping	40,5	40,4	+ 0,2
- Equipement du jardin	42,0	44,9	- 6,4
- Remorques	42,5	40,9	+3,9
- Sous-traitance et divers	2,4	2,8	N.S.
SOUS TOTAL	643,6	578,1	+11,3
- Camping-cars d'occasion	11,7	9,3	+25,0
TOTAL	655,3	587,4	+11,5

* Cette analyse du chiffre d'affaires tient compte de la modification de traitement comptable de la revente des camping-cars de location précédemment comptabilisée en cession d'immobilisations.

Cette décomposition du chiffre d'affaires donne une image incomplète de l'activité ; il est en effet plus intéressant d'appréhender l'activité véhicules de loisirs dans son ensemble.

En effet, les réseaux de distributeurs spécialisés Européens constituent le dénominateur commun de cette activité à qui Trigano fournit :

→ des véhicules de loisirs (camping cars, caravanes rigides, caravanes pliantes toile et résidences mobiles).

→ des accessoires fabriqués par Trigano (auvents de caravanes, terrasses pour résidences mobiles et bornes Euro Relais).

→ des accessoires et pièces détachées pour lesquels Trigano exerce la fonction de grossiste.

→ des prestations de services telles que la location ou le financement.

Par ailleurs, les autres produits (matériel de camping, équipement du jardin et remorques) sont très majoritairement vendus à la distribution alimentaire ou spécialisée.

Selon cette typologie, la décomposition du chiffre d'affaires est la suivante :

En millions d'euros	2003	2002	Evolution 2003/2002
Véhicules de Loisirs	542,3	472,6	+14,7%
Equipement des Loisirs	113,0	114,9	- 1,7%
TOTAL	655,3	587,5	+ 11,5%

Le chiffre d'affaires réalisé en France est encore légèrement majoritaire. La répartition par pays s'établit comme suit :

	2003	2002
France	54,7%	59,0%
Italie	15,0%	13,5%
Royaume-Uni	12,1%	10,6%
Allemagne	6,0%	6,6%
Belgique	3,4%	3,4%
Espagne	2,3%	1,3%
Pays-Bas	2,0%	1,9%
Autres	4,5%	3,7%
Total	100,00%	100,00%

Les actions commerciales entreprises devraient permettre d'équilibrer cette répartition notamment par une progression du chiffre d'affaires en Allemagne, aux Pays-bas et en Scandinavie.

Les produits fabriqués et vendus à l'étranger ont représenté 30,7% du chiffre d'affaires en 2003 (28,9% en 2002).

◆ . ◆

ACTIVITE VEHICULES DE LOISIRS : CA 542,3 M€ (472,6 M€ en 2002)

Les tendances constatées l'année dernière se sont maintenues pour cette activité qui a progressé de 14,7% et représente en 2003 82,7% du CA consolidé de Trigano.

→ CAMPING CARS

Progression du marché surtout au Royaume-Uni, en Europe du Sud et en Scandinavie. L'Europe centrale restant en retrait.

Marché	Saison 2003	Saison 2002	Evolution
Allemagne	17.903	17.941	- 0,2%
France	17.267	15.674	+ 10,2%
Italie	*12.000	11.338	+ 5,8%
Royaume-Uni	7.103	5.892	+ 20,6%
Belgique	1.677	1.502	+ 11,7%
Norvège	1.483	933	+ 58,9%

Finlande	1.214	1.054	+ 15,2%
Suisse	1.254	1.122	+ 11,8%
Suède	1.190	1.088	+ 9,4%
Autres pays	3.244	3.571	- 3,3%
Europe	64.335	60.115	+ 7,0%

* estimé

Durant l'exercice Trigano a vendu 13.679 camping cars (12.815 en 2002). Néanmoins, la comparaison n'est pas significative du fait de la modification de la méthode de comptabilisation des ventes des véhicules de location. A méthode comparable la progression est de 10,8 %. Trigano a donc durant l'exercice amélioré sensiblement ses parts de marché en Europe.

→ CARAVANES

Pour la deuxième année consécutive le marché de la caravane a progressé en Europe :

Marché	Saison 2003	Saison 2002	Evolution
Royaume-Uni	*26.500	*23.300	+13,7%
Pays-Bas	25.764	24.502	+ 5,2%
Allemagne	22.969	22.662	+ 1,4%
France	9.927	11.532	- 13,9 %
Danemark	5.796	4.907	+ 18,1%
Suède	5.037	4.683	+ 7,6%
Norvège	4.620	4.311	+ 7,2%
Espagne	2.976	2.730	+ 9,0%
Italie	2.621	2.365	+ 10,8%
Suisse	1.747	1.848	- 5,5%
Belgique	1.632	1.756	- 7,1%
Autres pays	3.785	3.482	+8,7%
Total Europe	113.374	108.078	+ 4,9%

* estimé

66,4% du marché est concentré dans trois pays où la présence de Trigano est faible, et le marché français, défavorablement impacté par la politique gouvernementale envers les gens du voyage, est de nouveau en régression.

Durant l'exercice Trigano a commercialisé 6.445 caravanes (6.483 en 2002). Cette stabilité est due à la très mauvaise tenue du marché français où Trigano peut difficilement progresser en terme de parts de marché et à une progression importante hors de France.

→ RESIDENCES MOBILES

Le marché français est resté dynamique aux environs de 25.000 unités. Le nombre de constructeurs reste élevé et les pratiques commerciales chaotiques induisent une pression sur les prix. Dans cet environnement difficile, Trigano a commercialisé 916 résidences mobiles (599 en 2002). Ce niveau de commercialisation n'a malheureusement pas permis d'atteindre le point mort du fait de la faiblesse des marges.

→ CARAVANES PLIANTES TOILE

Trigano, leader Européen sur ce marché surtout important aux Pays Bas et au Royaume Uni, a conforté ses volumes avec 3.667 véhicules (3.484 en 2002).

➔ ACCESSOIRES POUR VEHICULES DE LOISIRS

Le marché de l'Accessoire pour Véhicules de Loisirs a connu durant l'exercice une croissance harmonieuse dans toute l'Europe. L'intégration réussie de CMC France et le développement des ventes de Riddiough en Angleterre, malheureusement réduit par la dévaluation de la Livre Sterling, ont permis à Trigano de connaître une croissance de chiffre d'affaires intéressante. Les ventes d'auvents de caravanes ont connu une sérieuse régression à 19.937 unités (25.013 en 2002) du fait de la faiblesse du marché français où Trigano est fortement implanté. Par contre, les terrasses bois pour résidences mobiles ont progressé sensiblement pour atteindre 2.813 unités (2.340 en 2002). Une implantation en Italie est envisagée, vraisemblablement grâce au rachat d'un grossiste.

◆ • ◆

EQUIPEMENT DES LOISIRS : CA 113,0 M€ (114,9 M€ EN 2002)

➔ REMORQUES

L'exercice n'a pas permis de tirer bénéfice de toutes les améliorations de la gamme et de la politique commerciale tant en France qu'à l'étranger. Dans un marché morose, Trigano a néanmoins légèrement amélioré les volumes vendus : 78.069 remorques de loisirs (76.507 en 2002) et 6.048 remorques utilitaires (5.750 en 2002) ont pu être commercialisées.

➔ EQUIPEMENT DU JARDIN

Une forte offensive des producteurs en provenance du sud-est asiatique (balançoires, barbecues et piscines) et des Etats-Unis (abris de jardin) a fortement contrecarré les efforts de cette activité pour renouer avec la croissance. Les faibles coûts de main d'œuvre de l'Asie du sud-est et la faiblesse du Dollar ont été les atouts majeurs de ces concurrents.

Les volumes commercialisés ont donc été en chute :

	2003	2002
Balançoires	177.031	207.683
Piscines	49.227	52.285
Barbecues	26.092	28.273
Abri de jardin	39.395	43.890

La recherche d'une meilleure compétitivité en transférant l'approvisionnement de certains composants majeurs en Chine, l'amélioration de l'offre commerciale et le renforcement des efforts de prospection à l'étranger devraient permettre en 2004 de retrouver des volumes qui satureront les outils de production de Cormenon (Loir et Cher) et de Draperstown (Irlande du Nord).

➔ MATERIEL DE CAMPING

L'objectif de chiffre d'affaires a été atteint en raison d'une bonne tenue des marchés militaires qui ont pu être livrés conformément aux demandes de l'Administration. Les volumes demandés par le

marché en Europe restent néanmoins en décroissance lente.

◆ • ◆

AMELIORATION DE LA RENTABILITE ET DE LA STRUCTURE FINANCIERE

Le résultat d'exploitation s'est élevé à 64,2 M€, en progression de 17,6% par rapport à l'exercice précédent, et représente 9,8% du chiffre d'affaires (9,3% en 2002). Ce résultat a été obtenu grâce à l'amélioration des marges brutes (+0,3% du CA), les gains de productivité (+0,2% du CA), la non récurrence des coûts exceptionnels enregistrés en 2002 (+0,3% du CA), le rétablissement partiel des filiales ayant connu des difficultés en 2002 (+0,2%), l'effet volume sur les coûts fixes (+0,3%) et en dépit de la dévaluation de la Livre Sterling (-0,4% du CA), de l'intégration de filiales moins profitables (-0,2%) et du développement d'un programme promotionnel couvrant toute l'Europe (-0,2%). Les frais financiers ont à nouveau été réduits pour ne représenter plus que 0,8% du chiffre d'affaires (1,0% en 2002). Le résultat net avant dotation aux écarts d'acquisition s'établit à 38,2 M€, en progression de 21,4% par rapport à l'exercice précédent. La progression de la dotation aux écarts d'acquisition (+0,6 M€) est compensée par la réduction du résultat des minoritaires (-0,7 M€) si bien que le bénéfice part du groupe atteint 32,7 M€ contre 25,9 M€ en 2002 (+26,1%).

L'endettement financier, après déduction des disponibilités et des valeurs mobilières de placement représente 49,2 M€, soit 27,7% des capitaux propres consolidés (41,7% en 2002).

Cette situation, particulièrement favorable, permet à Trigano d'envisager de poursuivre activement sa politique de croissance externe.

◆ • ◆

RENFORCEMENT DE L'ACTIVITE VEHICULES DE LOISIRS

Durant l'exercice, Trigano a fortement réorienté son offre commerciale vers les réseaux de concessionnaires de Véhicules de Loisirs en Europe. Ceux-ci constituent en effet une distribution spécialisée harmonieusement répartie sur le territoire Européen et représentent une force commerciale à la fois fidèle et présentant peu de risques, notamment du fait de la taille individuelle de chaque distributeur.

Quatre programmes d'action ont été mis en œuvre en 2003 :

➔ DEVELOPPEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

permettant d'élargir l'offre de Trigano à ses réseaux de distribution. Une gamme de caravanes rigides surbaissées commercialisée sous la marque Trigano a été mise au point ; le « Van Trigano »

gamme de camping-cars construite sur une base de fourgon commercial a été introduite sur les marchés allemands et anglais avec succès. En 2003/2004 ce produit sera commercialisé en France, Italie et Belgique après sa présentation aux salons de Septembre 2003.

➔ **CREATION DE FILIALES SPECIFIQUES** destinées à améliorer la pénétration de Trigano. Trigano BV en Hollande devrait permettre de faire progresser notre marque Caravelair sur ce marché qui représente le quart du marché européen de la caravane. Tri Ma, société constituée à parité avec le loueur Maggiore permettra d'apporter un concept novateur « Camper Rent » de location de camping cars en Italie et procurera à Trigano un avantage par rapport à ses concurrents.

➔ **REORIENTATION DE L'ACTIVITE MATERIEL DE CAMPING.** Certaines filiales de Trigano ont mis en œuvre un programme leur permettant de substituer à une activité de confection peu créatrice de valeur et fortement concurrencée par les pays à faible taux de main d'œuvre la fabrication de produits entièrement destinés aux réseaux de concessionnaires. L'usine de Mamers (Sarthe) fabrique maintenant majoritairement des caravanes rigides, des caravanes pliantes toile, des auvents de caravanes et des résidences mobiles. Parallèlement, la fabrication des pièces polyester destinées aux camping-cars a été développée. Les filiales Clairval (Vendée) et Terres Neuves (Tunisie) ont une activité totalement destinée aux Véhicules de Loisirs : auvents de caravanes, pièces polyester et terrasses pour résidences mobiles.

➔ **DEVELOPPEMENT DE L'ACTION COMMERCIALE EN ANGLETERRE ET EN SCANDINAVIE.** Des produits spécifiques et des accords commerciaux permettent l'approche de ces marchés où Trigano était insuffisamment représenté notamment dans le domaine de la caravane.

◆ . ◆

MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME D'AMÉLIORATION PERMANENTE

La compétitivité de Trigano est dans l'ensemble bonne mais reste largement perfectible. Les réserves de progression de marge, liées à l'amélioration des prix de vente, la réduction des prix d'achat, et l'effet volume apporté par un marché en croissance restent importants. Cependant Trigano, convaincu de la nécessité de réduire en permanence les coûts liés à la définition du produit, au process de fabrication et à la structure indirecte, a mis en œuvre en 2003 un programme d'amélioration permanente dans l'ensemble de ses sites. Ce programme fédérateur dénommé POGI (Permanent On Going Improvements) s'appuie sur :

➔ L'analyse du processus de fabrication découpé en micro-opérations de façon à réduire sensiblement les tâches inutiles, réimplanter les postes de travail et trouver des solutions simplificatrices dans la résolution des problèmes posés. Cette analyse implique l'intervention de

personnes responsabilisées à cette démarche en interne et de consultants devant implanter la technologie de l'amélioration permanente au sein de chacune des business units. Le personnel d'exécution est associé largement à cette démarche et constitue une force de proposition fondamentale pour l'obtention de résultats.

➔ La recherche de « best practices » entre les différents sites exerçant des activités similaires permettant de remettre en cause les positions prises lors de la conception de produits et, par conséquent, l'abaissement du prix de revient au niveau du contenu matière et du nombre d'heures de production nécessaires à la fabrication.

➔ La remise en cause des procédures de fonctionnement de la structure industrielle, administrative et commerciale afin d'éliminer les tâches inutiles ou effectuées à plusieurs reprises et la recherche d'automatisation des procédures transactionnelles internes et externes.

➔ La délocalisation d'opérations consommatrices de main-d'œuvre dans des ateliers localisés dans des pays à faible taux de main-d'œuvre. En 2003 un atelier de fabrication de pièces polyester a été créé en Tunisie et une part importante des pièces polyester mises en œuvre lors de la fabrication des camping-cars y sera progressivement transférée. Les bénéfices attendus de ce programme doivent être à la fois définitifs et progressifs.

◆ . ◆

PAUSE DANS LA POLITIQUE DE CROISSANCE EXTERNE ET RACHAT D'INTERETS MINORITAIRES

Durant l'exercice, Trigano n'a pas effectué d'opération de croissance externe en dépit de sa volonté réaffirmée de renforcer sa pénétration européenne dans le secteur des Véhicules de Loisirs (y compris les accessoires) et de la remorque.

Différentes opportunités n'ont pu être exploitées, en raison, soit de la difficulté à trouver un accord sur un prix acceptable et relatif pour Trigano, soit de l'insuffisance des synergies identifiées. Cela ne remet pas en cause la politique choisie basée sur un savoir faire avéré.

Par ailleurs, durant l'exercice, Trigano a acquis, conformément aux programmes prévus :

4,1%	du capital de Trigano SpA
11,6%	du capital d'Auto-Trail
3,7%	du capital de Delwyn Entreprises
9,6%	du capital de Riviera France
16,3%	du capital de Caravanes la Mancelle.

Ce mouvement devrait se confirmer en 2004.

◆ . ◆

ORGANISATION ET RESSOURCES HUMAINES

Durant l'exercice un poste de Direction des Ressources Humaines a été créé au niveau du groupe permettant une meilleure coordination des politiques sociales décentralisées et un renforcement de l'expertise apportée aux filiales. La fonction Contrôle de gestion a également été renforcée.

L'effectif total a progressé de 1,2% pour atteindre 3.101 personnes au 31 Août 2003, incluant 214 contrats atypiques (intérimaires et contrats à durée déterminée). L'évolution de l'effectif traduit bien la politique européenne de Trigano puisque l'effectif employé hors de France a progressé de 10,1% pour atteindre 986 personnes (31,8% de l'effectif global) alors que l'effectif français est resté pratiquement stable. Durant l'exercice il a été fait appel de façon plus importante aux travailleurs intérimaires dont le coût a représenté 5,8% de la masse salariale (4,6% en 2002) et aux heures supplémentaires notamment dans les filiales étrangères. Parallèlement, le taux d'absentéisme s'est élevé à 7,1%.

La pyramide des âges n'a pas connu de modification majeure même si on assiste à un léger renforcement de l'effectif de plus de 50 ans, notamment dans les business units liées à la fabrication de matériel de camping :

	2003	2002
Moins de 40 ans	52,9%	52,9%
De 40 à 50 ans	28,2%	29,1%
Plus de 50 ans	18,9%	18,0%

734 personnes ont été recrutées durant l'exercice et 642 sorties ont été enregistrées dont 423 correspondant à des fins de contrat à durée déterminée.

Les dépenses de formation ont représenté 1,2% de la masse salariale.



GESTION DES RISQUES

La gestion des risques fait partie intégrante de la gestion opérationnelle de Trigano. La diversité des risques potentiels impose une approche pragmatique. Certains sont traités au niveau de la direction générale (risques environnementaux, risques financiers et risques juridiques) d'autres sont traités à la fois au niveau de la direction générale et au niveau local (risques industriels, risques fournisseurs et risques clients).

Les business units disposent d'une large autonomie pour définir et mettre en œuvre des plans d'actions destinés à identifier, prévenir et traiter les principaux risques. La direction générale revêt régulièrement les principaux risques et les mesures prises pour en limiter les conséquences éventuelles.

Un programme d'assurances couvre la majeure partie des risques opérationnels pouvant avoir des conséquences significatives pour Trigano ; par contre les risques statistiques ne sont pas couverts. Le programme d'assurances est centralisé de façon à éviter d'éventuelles insuffisances de garantie.

Trois programmes de portée européenne permettent la couverture des risques opérationnels :

➔ Le programme multirisques dommages et pertes d'exploitation qui couvre la valeur vénale des biens de l'entreprise et les pertes d'exploitation pendant 12 mois y compris celles liées à l'interdépendance des usines. Il convient de noter que Trigano n'est pas assuré contre le risque de grêle sur les biens sur parc mais a pris des mesures préventives éprouvées sur ses principaux lieux de stockage extérieurs.

➔ Le programme responsabilité civile qui couvre aussi les frais engendrés par des éventuelles campagnes de retrait.

➔ Le programme assurance crédit qui couvre les créances sur les distributeurs de secteurs ou de pays où l'expertise de la direction financière de Trigano n'est pas jugée suffisante pour gérer le risque.

➔ **RISQUES D'ENVIRONNEMENT** : dans l'optique d'un développement durable, Trigano a poursuivi ses efforts d'amélioration en matière de respect de réglementation environnementale. Dans cette optique, elle a conclu un accord cadre avec un cabinet spécialisé pour la réalisation, pour chaque site industriel ou de stockage en France et à l'étranger, d'un bilan de classement relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et d'un audit de conformité à la réglementation environnementale. Cette mission a porté sur une vingtaine de sites. Les honoraires engagés se sont élevés à 76.000 €.

Les diagnostics ont révélé une situation environnementale globalement satisfaisante et des risques limités. Des axes d'amélioration ont été décelés pour certains sites, ce qui a conduit à élaborer un plan d'action environnemental dont le coût sera inférieur à 1,5 million d'Euros.

Par ailleurs, le site de San Gimignano (Italie) avait en 2002 obtenu la certification ISO 14000 (respect de l'environnement).

Concernant l'abandon du site classé de Tournon sur Rhône (Ardèche), après transfert en Septembre 2000 de l'activité de serrurerie industrielle à La Roche de Glun (Drôme), le mémoire d'abandon de site avait indiqué la présence, dans les sols, de métaux lourds et d'hydrocarbures.

Les coûts pris en charge depuis Septembre 2000 se sont élevés à 334.000 €, incluant les études demandées par la Préfecture (étude simplifiée des risques, étude détaillée des risques, honoraires de conseils, loyers versés à l'ancien propriétaire dans le cadre de la procédure qu'il a engagée pour non remise en état du site). L'étude détaillée des risques, effectuée à la demande de l'Administration, semble déboucher sur une exonération de responsabilité pour Trigano.

➔ **RISQUES FINANCIERS** : Trigano est exposé au risque de change dans une faible proportion de son chiffre d'affaires (principalement au Royaume-Uni où Trigano réalise 12% de ses ventes) et de ses

approvisionnements, notamment ceux facturés en Dollar. La pratique est de sécuriser la marge opérationnelle du groupe en couvrant à un niveau proche de celui retenu pour le budget les principaux risques après avoir opéré des compensations entre les flux anticipés dans chacune des trois monnaies principales (Livre Sterling, Dollar et Yen). Aucune couverture n'est effectuée sur le Zloty Polonais et le Dinar Tunisien car l'enjeu est jugé acceptable par Trigano.

Les taux de financement sont pratiquement totalement variables y compris les contrats de crédit bail immobilier (encours 13,8 M€). Une fixation du taux des encours de crédit bail immobilier est envisagée au niveau actuel. Les autres financements d'exploitation sont entièrement à court terme.

Le risque de liquidité est couvert par la faiblesse du taux d'endettement financier et l'importance des actifs immobiliers sur lesquels aucune garantie n'a été accordée aux organismes financiers.

→ **RISQUES OPERATIONNELS** : l'importance des unités de Tournon (France) qui fabrique 13.000 véhicules et de San Gimignano (Italie) avec 6.000 véhicules crée, en cas d'interruption de la production, un risque important pour Trigano. Ce risque ne peut être couvert en l'état actuel de l'outil de production ; des solutions seront recherchées pour en minimiser les conséquences et seront intégrées au plan de développement de la capacité productrice. Parallèlement des solutions de secours seront mises en œuvre notamment par la recherche de versatilité de certains ateliers ou de certains équipements entre les différentes business units. Certains fournisseurs représentent un risque majeur du fait de leur spécificité et de leur importance. Des contrats spécifiques incluant souvent une clause d'indemnisation de la « business interruption » ont été signés pour sécuriser le volume d'approvisionnement et le niveau de prix.

Le risque clientèle est minimisé par la dispersion des distributeurs dont aucun ne représente plus de 2% du chiffre d'affaires consolidé.

→ **RISQUES JURIDIQUES ET FISCAUX** : l'exploitation de la marque Trigano contestée par les anciens actionnaires de la Société, a été confortée dans toutes les classes où Trigano exerce une activité par un arrêt de la Cour d'Appel faisant droit aux revendications de Trigano.

La directive européenne 2000/53/EC sur les véhicules hors d'usage en cours de transposition dans la législation des états membres de l'Union Européenne sera applicable aux camping-cars. Les conséquences financières susceptibles d'être prises en charge par Trigano ne peuvent être valorisées à ce stade mais ne devraient pas être significatives compte tenu des perspectives d'organisation des réseaux nationaux de recyclage auxquels Trigano participera et de la prise en charge d'une part importante de ces coûts par les fournisseurs de composants.

Aucun litige présentant un enjeu financier matériel n'est connu à ce jour.

Trigano fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux dans les différents pays où sont implantées

ses filiales ; ces contrôles n'ont pas donné lieu à des redressements importants.

→ **AUTRES RISQUES** : Trigano n'estime pas être exposé à des risques politiques majeurs du fait de son implantation géographique en Europe et en Tunisie.

Enfin, les engagements de retraite ne comportent que des engagements strictement conformes aux législations nationales et au Royaume Uni que des engagements à cotisation définie.

◆ • ◆

PERSPECTIVES

Les fondamentaux des marchés restent bons en 2004 et il n'est pas prévu d'assister à un retournement de tendance dans le secteur des Véhicules de Loisirs.

L'année 2004 sera une nouvelle année charnière pour Trigano qui devra relever plusieurs défis afin d'assurer une croissance de chiffre d'affaires de 10% pour son activité Véhicules de Loisirs et une progression sensible du résultat d'exploitation. La saturation progressive de capacités de production, la gestion de conflits sociaux nationaux en Italie sont des problèmes qui devront être résolus.

La croissance externe devra être reprise pour asseoir encore plus la présence de Trigano sur les principaux marchés.

◆ • ◆

COMPTES SOCIAUX

Le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 18,7 M€ (12,1 M€ en 2002) :

	2003	2002
Résultat d'exploitation	3,7	2,2
Résultat financier	13,3	13,3
Résultat exceptionnel	2,8	< 3,3 >
Impôts sur les bénéfices	< 1,1 >	< 0,1 >
Bénéfice	18,7	12,1

Le bénéfice d'exploitation a progressé de 67,4% en raison d'une progression des produits d'exploitation (9,8 M€ contre 8,5 M€ en 2002) favorablement impactés par la rémunération de l'apport en industrie à Loisirs Finance (0,9 M€) et d'une baisse des charges d'exploitation (6,1 M€ contre 6,3 M€ en 2002), les charges externes diminuant de 0,3 M€ en raison de l'absence de coûts d'audit d'acquisition.

Le résultat financier est stable en dépit d'une réduction des produits financiers de participations (12,9 M€ contre 13,5 M€ en 2002).

Le résultat exceptionnel comprend :

→ une plus value consécutive aux opérations de fusion des filiales liées à la remorque et à

l'équipement de jardin (3,8 M€) ; cette plus value est éliminée en consolidation.

→ une subvention accordée à la filiale Résidences Trigano (1,8 M€).

La situation financière s'est à nouveau consolidée grâce à une amélioration du fonds de roulement (5,7 M€) et une réduction du besoin en fonds de roulement (5,3 M€). Durant l'exercice la dette financière a diminué de 7,2 M€ et la trésorerie disponible a progressé de 3,8 M€.

◆ . ◆

ACTIVITE BOUSIERE

Durant l'exercice, le titre a évolué de la façon suivante :

	Cours le plus bas	Cours le plus haut	Volume de transactions en nombre de titres
09/02	19,01	32,70	183.760
10/02	21,64	28,90	230.845
11/02	28,00	31,16	203.355
12/02	22,21	34,50	474.053
01/03	22,85	27,00	218.106
02/03	18,51	23,01	272.340
03/03	15,04	21,40	242.719
04/03	17,20	25,00	503.689
05/03	22,84	27,00	406.769
06/03	15,04	40,50	301.175
07/03	27,66	33,00	280.838
08/03	31,20	35,50	234.359

Le conseil scientifique des indices a décidé d'introduire le titre de votre société dans le calcul de l'indice SBF 120 d'Euronext à compter du 21 Novembre 2003.

◆ . ◆

La composition du capital au 31/08/03 est la suivante :

	Répartition des actions en %		Répartition droits de vote en %	
	31/08/03	31/08/02	31/08/03	31/08/02
François FEUILLET	50,9	50,9	65,4	66,4
EDE (autocontrôle)	6,6	5,7	0	0
Autres	42,5	43,4	34,6	33,6
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00

Votre Conseil vous propose une progression de 87,5 % du dividende brut à 0,30 € par action, ce qui porterait la distribution à 10% environ du bénéfice net consolidé, et d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Bénéfice	18.697.604,48
Report à nouveau	<u>88.626,92</u>

Total à affecter 18.786.231,40

Dotation à la réserve légale	934.881,06
Dividendes	3.396.320,10
Autres réserves	14.400.000,00
Report à nouveau	<u>55.030,24</u>
Total affecté	18.786.231,40

Votre Conseil vous rappelle que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	Nb d'actions composant le capital	Brut €	Avoir fiscal €	Total €
31/08/00	11.050.000	0,12	0,06	0,18
31/08/01	11.321.067	0,14	0,07	0,21
31/08/02	11.321.067	0,16	0,08	0,24

Votre Conseil vous propose également d'attribuer au Conseil d'Administration des jetons de présence pour un montant de 54.000 € dont 9.000 € réservés aux trois administrateurs ayant participé aux Comités d'Audit et des Rémunérations et d'approuver les conventions conclues avec des sociétés ayant des administrateurs communs, conventions faisant l'objet du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Votre Conseil vous informe que le montant des charges non fiscalement déductibles au titre des articles 39-4 et 39-5 du Code Général des Impôts s'élève à 17.670 €.

Par ailleurs, nous vous informons des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L 225-177 à L 225-186 du Code de Commerce relatifs aux options de souscription ou d'achat d'actions.

Le 27 avril 2001, vous avez autorisé pour une période de cinq ans votre Conseil d'Administration à consentir des options donnant droit à la souscription d'actions de la société à émettre.

Un premier plan portant sur 27.250 options de souscription d'actions a été arrêté par le Conseil du 14 Novembre 2001 et présenté à l'Assemblée Générale du 8 Janvier 2002. Aucun nouveau plan n'a été arrêté durant l'exercice.

Vote Conseil vous communique le montant total des rémunérations versées à vos administrateurs par Trigano et les sociétés contrôlées :

	2003	2002
Madame Marie-Hélène Feuillet	216.140 €	185.839 €
Monsieur François Feuillet	389.277 €	350.265 €
Monsieur Jean Ducroux	10.000 €	8.000 €
Monsieur François Baleyrier	17.150 €	10.750 €
Monsieur Michel Barbier	16.250 €	11.811 €

Madame Marie-Hélène Feuillet et Monsieur François Feuillet ne disposent d'aucun programme d'intéressement calculé sur le chiffre d'affaires ou sur la rentabilité de Trigano.

Le salaire de Monsieur François Feuillet est entièrement fixe et celui de Madame Marie-Hélène Feuillet comporte une rémunération variable pouvant atteindre 20.000 € par an (15.000 € payés durant l'exercice).

Madame Marie-Hélène Feuillet et Monsieur François Feuillet ne bénéficient d'aucun plan de retraite spécifique, aucune indemnité n'est prévue

en leur faveur en cas de départ de l'entreprise pour quelque cause que ce soit.

Par ailleurs, la liste des mandats et fonctions exercés durant l'exercice par les administrateurs de votre société vous est communiquée en annexe (Article L. 225-102-1 du Code de Commerce).

En conclusion de ce rapport, votre Conseil vous demande d'approuver les comptes tels qu'ils vous sont présentés et de voter les résolutions qui vous sont soumises.

◆ • ◆

LISTE DE MANDATS ET FONCTIONS EXERCES DURANT L'EXERCICE PAR LES ADMINISTRATEURS
(Article L. 225-102-1 du Code de Commerce)

Marie-Hélène FEUILLET Administrateur Directeur Général Adjoint	
France	
Abak S.A.	Directeur Général et R.P. de Foncière Parisienne au CA
Autostar S.A.	Président du Conseil de Surveillance
CMC Distribution France S.A.	Président du Conseil d'Administration
Loisirs Finance S.A.	Président du Conseil de Surveillance
Arts et Bois S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Clairval S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Euro-Accessoires S.A.S	Membre du Comité de Surveillance
Maître Equipement S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Raclet S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Trigano MDC S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Trigano Remorques S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Trigano VDL S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Résidences Trigano S.A.	Président Directeur Général
Trigano Jardin S.A.	Président Directeur Général
Ecim S.A.	R.P. de Trigano Participations au CA
Caravanes La Mancelle SAS	Président
Camping-Cars Chausson SAS	Président
E.D. Entreprises SAS	Président
Foncière Parisienne SAS	Président
Trigano Participations S.A.S.	Président
Plisson SAS	Président
SCI de l'Amiral Lebreton	Gérant
SCI CMC	Gérant
SCI du Colonel Petit	Gérant
SCI Duchesse de Mirabel	Gérant
S.A.R.L. Geslin	Gérant
SCI Gouverneur du Vallon	Gérant
SCI du Haut-Eclair	Gérant
SCI du Président Arnaud	Gérant
SCI du Professeur Parmentier	Gérant
S.N.C. Trihome	Gérant
Etranger	
Arca 2001 S.p.A.	Administrateur
Auto-Trail Vr Limited	Directeur
Delwyn Enterprises Ltd	Directeur
E.T. Riddiough (Sales) Ltd	Directeur
Benimpex S.A.	Président du Conseil d'Administration
Trigano SpA	Administrateur
Trio Sport International	Administrateur

Jean DUCROUX Administrateur Indépendant bre des Comités Audit et Rémunérations	
Electra Partners Europe S.A.	Président et Directeur Général
Lisbonne Finance 2 S.A.	Président et Directeur Général
Lisbonne Finance 3 S.A.	Président et Directeur Général
Sté Anonyme de Participation et Immobilière S.A.	Administrateur
Mollien Finance S.A.	Administrateur
Fountain Industries Europe	Administrateur
Electra European Marketing Ltd	Directeur
Gardiner Groupe Europe S.A.S.	Membre du Conseil de Surveillance

François FEUILLET Administrateur Président Directeur Général	
France	
Banque Régionale de l'Ouest S.A.	Administrateur
Montupet S.A.	Administrateur
CMC Distribution France S.A.	Administrateur
Rulquin S.A.	Président du Conseil d'Administration
Arts et Bois S.A.S.	Président du Comité de Surveillance
Clairval S.A.S.	Président du Comité de Surveillance
Caravanes La Mancelle S.A.S	Président du Comité de Surveillance
Maître Equipement S.A.S.	Président du Comité de Surveillance
Autostar S.A.	Président du Directoire
Abak S.A.	R. P. de Trigano au CA
Résidences Trigano S.A.	R. P. de Trigano au CA
Trigano Jardin S.A.	R. P. de Trigano au CA
Loisirs Finance S.A.	R.P. de Trigano au Conseil de Surveillance
Plisson S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Euro-Accessoires S.A.S	Président
Raclet S.A.S.	Président
Trigano MDC S.A.S.	Président
Trigano Remorques S.A.S.	Président
Trigano VDL S.A.S.	Président
SCI Chanoine Dubois	Gérant
S.C.P. CMC France	Gérant
SCI du Docteur Legrand	Gérant
S.A.R.L. Aliza	Gérant
S.A.R.L. Europ'Holidays	Gérant
S.A.R.L. Techwood	Gérant
S.A.R.L. Trois Soleils	Gérant
Etranger	
Arca 2001 S.p.A.	Président du Conseil d'Administration
Trigano SpA	Président du Conseil d'Administration
Trio Sport International	Président du Conseil d'Administration
Benimar Ocarsa S.A.	Administrateur Délégué Unique
Benimpex S.A.	Administrateur Délégué
Auto-Trail Vr Limited	Directeur
Delwyn Enterprises Ltd	Directeur
E.T. Riddiough (Sales) Ltd	Directeur
S.I.R. Freizeitartikel GmbH	Gérant
Sorelpol	Gérant
Trigano Belgium BVBA	Gérant

François BALEYDIER Administrateur indépendant Président du Comité d'Audit	
Abak S.A.	Président du C.A.
CMC Distribution France S.A.	Administrateur
Autostar S.A.	R.P. de Trigano au Conseil de Surveillance
Résidences Trigano S.A.	R. P. de Foncière Parisienne au CA
Trigano Jardin S.A.	R. P. de Foncière Parisienne au CA
Clairval S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Maître Equipement S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Plisson SAS	Membre du Comité de Surveillance
Raclet S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance

Michel BARBIER Administrateur Président du Comité Rémunérations	
Autostar S.A	R.P. de Fonc. Parisienne au Conseil de Surve
Trigano VDL S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance

BILAN CONSOLIDE AU 31 AOÛT 2003

ACTIF (en milliers d'Euros)	31-08-2003 montants nets	31-08-2002 Proforma*	31-08-2002 montants nets	PASSIF (en milliers d'Euros)	31-08-2003 montants nets	31-08-2002 Proforma*	31-08-2002 montants nets
- Ecart d'acquisition (note 1)	32 103	32 209	32 209	- Capital social	45 284	45 284	45 284
- Immobilisations incorporelles (note 2.1)	2 574	3 547	3 547	- Réserves	36 243	25 936	25 936
- Terrains et constructions	36 623	37 948	37 948	- Report à nouveau	-212	68	68
- Autres immobilisations corporelles	15 536	15 461	28 399	- Réserves consolidées	63 983	50 889	50 889
- Immobilisations corporelles (note 2.2)	52 159	53 409	66 347	- Titres d'autocontrôle	(2 964)	(760)	(760)
- Titres des sociétés mises en équivalence (note 3.1)	6 772	5 943	5 943	- Résultat de l'exercice part du groupe	32 701	25 931	25 931
- Autres titres de participations (note 3.2)	213	21	21	- Capitaux propres du groupe (note 8)	175 035	147 348	147 348
- Autres immobilisations financières (note 3.3)	1 799	1 927	1 927	- Intérêts minoritaires	2 312	2 333	2 333
- Immobilisations financières	8 784	7 891	7 891	- Capitaux propres de l'ensemble	177 347	149 681	149 681
Total actif immobilisé	95 620	97 056	109 994	- Provisions pour risques et charges (note 9)	10 803	10 107	10 107
- Stocks et en-cours (note 4)	135 167	137 879	124 941	- Dettes financières (note 10)	87 095	95 451	95 451
- Clients et comptes rattachés (note 5)	118 065	111 492	111 492	- Fournisseurs et comptes rattachés	89 773	102 156	102 156
- Autres créances (note 6)	25 574	24 849	24 849	- Dettes fiscales et sociales	36 818	33 655	33 655
- Valeurs mobilières de placement (note 7)	14 009	8 250	8 250	- Autres dettes (note 11)	12 945	15 306	15 306
- Disponibilités	23 918	24 771	24 771	Total dettes	226 631	246 568	246 568
Total actif circulant	316 733	307 241	294 303	- Comptes de régularisation	1 362	1 359	1 359
- Comptes de régularisation	3 790	3 418	3 418	Total passif	416 143	407 715	407 715
Total actif	416 143	407 715	407 715				

* prenant en compte les nouveaux traitements comptables mais conservant le périmètre 2002 - non audité par les commissaires aux comptes

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
AU 31 AOÛT 2003

(en milliers d'Euros)	au 31/08/2003	au 31/08/2002	au 31/08/2002
	montants	Proforma * montants	montants
- Chiffre d'affaires (note 12)	655 275	587 443	578 129
- Production stockée	(10 539)	5 851	2 139
- Autres produits d'exploitation	6 020	6 186	19 212
Total produits	650 756	599 480	599 480
- Achats consommés	(409 873)	(379 949)	(379 949)
- Charges externes et autres	(70 406)	(63 055)	(63 055)
- Impôts et taxes	(4 801)	(4 386)	(4 386)
- Frais de personnel	(93 097)	(85 485)	(85 485)
- Dotations aux provisions d'exploitation	(10 980)	(10 912)	(9 502)
- Reprises de provisions d'exploitation	9 647	6 620	6 620
- Transferts de charges	1 305	501	501
- Dotations nettes aux amortissements	(8 317)	(8 198)	(9 608)
Résultat d'exploitation	64 234	54 616	54 616
- Résultat financier (note 13)	(5 134)	(5 994)	(5 994)
Résultat courant	59 100	48 622	48 622
- Résultat exceptionnel (note 14)	253	320	320
- Impôt sur les sociétés (note 15)	(21 987)	(18 338)	(18 338)
Résultat net des sociétés intégrées	37 366	30 604	30 604
- Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	829	862	862
Résultat avant dotation des écarts d'acquisition...	38 195	31 466	31 466
- (Dotations) reprises des écarts d'acquisition (note 1)	(4 580)	(3 956)	(3 956)
Résultat net de l'ensemble consolidé	33 615	27 510	27 510
Intérêts minoritaires	914	1 579	1 579
Résultat net part du groupe	32 701	25 931	25 931
Résultat par action ⁽¹⁾	3,09	2,43	2,43
Résultat dilué par action ^(1 & 2)	3,08	2,42	2,42

1) Après annulation des actions d'autocontrôle dont le coût d'acquisition est imputé dans les capitaux propres

2) Après prise en compte des 27.250 options de souscription d'actions dont la levée est fixée au plus tôt le 14 novembre 2006

* *prenant en compte les nouveaux traitements comptables mais conservant le périmètre 2002 - non audité*
par les commissaires aux comptes

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 AOUT 2003

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002 proforma*	31/08/2002
Résultat d'exploitation	64 234	54 616	54 616
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie	9 650	12 489	12 489
Dotations aux amort. sur immobilisations corporelles et incorporelles	8 210	8 029	9 439
Dotations aux provisions sur actif circulant	6 132	6 118	4 708
Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	4 848	4 800	4 800
Dotations aux amortissements des charges à répartir	107	162	162
Reprises amortissements et provisions	(9 647)	(6 620)	(6 620)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	73 884	67 105	67 105
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	16 800	10 723	7 011
Variation des stocks	(2 257)	14 227	10 515
Variation des créances clients	6 963	13 578	13 578
Variation des dettes fournisseurs	(12 278)	23 907	23 907
Variation des autres créances d'exploitation	476	7 708	7 708
Variation des autres dettes d'exploitation	949	1 452	1 452
Variation des comptes de régularisation actif	292	539	539
Variation des comptes de régularisation passif	3	(30)	(30)
Autres décaissements et (encaissements) liés à l'activité	27 747	24 607	24 607
Frais financiers	7 131	8 079	8 079
Produits financiers	(2 075)	(2 030)	(2 030)
Charges exceptionnelles liées à l'activité	272		
Produits exceptionnels liés à l'activité	42		
Impôt sur les sociétés	22 377	18 558	18 558
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	29 337	31 775	35 487
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(15 256)	(26 301)	(30 013)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(240)	(1 217)	(1 217)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8 519)	(19 247)	(32 244)
Acquisitions d'immobilisations financières	(8 925)	(6 325)	(6 325)
Variation des autres immobilisations financières	16	(225)	(225)
Cessions d'immobilisations	2 412	713	9 998
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(13 223)	4 858	4 858
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 703)	(1 585)	(1 585)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(38)	(34)	(34)
Augmentations de capital en numéraire	200	0	0
Emission d'emprunts	1 329	16 518	16 518
Remboursements d'emprunts	(12 186)	(9 400)	(9 400)
Dividendes du moratoire Amca-Noval	(825)	(641)	(641)
VARIATION DE TRESORERIE	858	10 332	10 332
Trésorerie d'ouverture	(7 693)	(19 560)	(19 560)
Disponibilités	33 021	20 450	20 450
Concours bancaires courants	(42 249)	(37 511)	(37 511)
Incidence des variations de cours des devises	(330)	(108)	(108)
Incidence des variations de périmètre	1 865	(2 391)	(2 391)
Trésorerie de clôture	(6 835)	(9 228)	(9 228)
Disponibilités	37 927	33 021	33 021
Concours bancaires courants	(44 762)	(42 249)	(42 249)

* prenant en compte les nouveaux traitements comptables mais conservant le périmètre 2002 - non audité par les commissaires aux comptes

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES



I – PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

→ PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés sont établis en application du règlement 99-02 du comité de réglementation comptable. Les états financiers consolidés regroupent par intégration globale les comptes des filiales dont le Groupe détient le contrôle directement ou indirectement.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable, sont mises en équivalence selon la méthode directe.

Les sociétés sans activité ou celles sur lesquelles l'influence du Groupe est marginale, ne sont pas consolidées.

Les sociétés clôturant leur exercice social à une date différente du 31 Août 2003 sont consolidées sur la base de situations comptables établies à cette date.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé ont été éliminés.

Les principaux retraitements des comptes individuels des sociétés consolidées concernent la comptabilisation des impôts différés, les opérations de crédit bail, la réincorporation au bilan de certaines créances cédées et le reclassement des charges et produits par nature.

PRINCIPES COMPTABLES

→ FAITS GENERATEURS DES VENTES

• Véhicules de loisirs

Le chiffre d'affaires et la marge correspondante sont enregistrés lors de la mise à disposition des véhicules sur les lieux de production, à la suite des commandes reçues des clients.

• Autres activités

Le chiffre d'affaires et la marge correspondante sont enregistrés lors de la facturation des produits, qui correspond généralement à leur livraison aux clients.

→ ECARTS D'ACQUISITION

L'écart entre le coût d'acquisition des titres d'une société consolidée et la quote-part du groupe dans ses capitaux propres constitue l'écart de première consolidation qui comprend :

- Des écarts d'évaluation afférents à certains éléments identifiables et qui sont classés aux postes de bilan concernés dont ils suivent les règles comptables propres.

- Un solde résiduel non affecté.

Lorsqu'il est positif, il est inscrit à l'actif au poste écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est rapporté au résultat selon un plan d'amortissement qui reflète les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Lorsqu'il est négatif, il est inscrit au passif comme une provision qui est rapportée au compte de résultat selon un plan d'amortissement approprié.

→ IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incorporelles correspondent aux marques, fonds de commerce, brevets, procédés et logiciels possédés par les sociétés du Groupe.

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, et font l'objet d'une provision lorsque leur valeur d'utilité est inférieure. La valeur d'utilité est déterminée notamment en fonction du chiffre d'affaires réalisé et de sa contribution aux résultats du Groupe.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût de revient d'origine. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie estimée du bien et de son utilisation :

- Constructions	20 à 40 ans linéaire
- Agencements et aménagements des terrains et constructions	5 à 20 ans linéaire
- Agencements, installations industrielles	5 à 10 ans linéaire
- Matériel et outillage industriel	2 à 10 ans linéaire ou dégressif
- Matériel de transport	2 à 5 ans linéaire
- Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans linéaire ou dégressif
- Mobilier de bureau	5 à 10 ans linéaire

Les opérations de crédit bail, immobilier et mobilier, ont été retraitées dans les comptes consolidés. Ont été exclues les opérations de faible valeur unitaire.

→ AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

Les autres titres de participation sont évalués au coût d'acquisition et ramenés à la valeur d'utilité lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est considérée principalement par rapport à la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant, des plus-values latentes et de leur capacité bénéficiaire immédiate ou à terme.

→ STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations de matières ainsi que les charges, directes et indirectes de production.

→ PROVISIONS SUR STOCKS

Les matières premières et composants inactifs sont dépréciés de 20 à 100 % en fonction de leur degré de vétusté, et de leur possibilité de revente ou de réutilisation dans les fabrications futures

Les produits finis et marchandises font l'objet d'une provision lorsque leur valeur réalisable nette (prix de vente sous déduction d'un taux forfaitaire de 10 % pour couvrir les frais liés à la commercialisation) est inférieure au prix de revient. Les pièces détachées sont dépréciées en fonction de leur taux de rotation.

→ CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances cédées avec recours dans le cadre de programmes de financement des stocks des concessionnaires de véhicules de loisirs (« floor plan ») et pour lesquelles Trigano prend en charge les agios, ainsi que les effets escomptés non échus ont été réintégrés à l'actif dans le poste « clients et comptes rattachés » et au passif dans le poste « dettes financières »

→ PROVISIONS SUR CLIENTS

Une provision individualisée pour dépréciation est comptabilisée lorsque des événements fondamentaux font douter de la réalité du paiement d'une créance (mise en redressement ou liquidation judiciaire, impayés nombreux...). Cette provision tient compte, le cas échéant, des garanties obtenues. Une provision statistique est constituée pour les créances échues depuis plus de deux mois, en fonction d'un taux de dépréciation par tranche de retard de paiement, allant de 10 % à 90 % du montant hors taxes de la créance.

→ VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au coût d'acquisition.

→ PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

• Provision pour garantie

La provision correspond au coût potentiel engendré par les garanties contractuelles données aux clients. Elle est établie en fonction des données statistiques du coût de cette garantie par activité.

• Provision pour pertes de change

Les dettes ou créances en devises figurent pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

Les disponibilités en devises détenues à la clôture de l'exercice et destinées au règlement des approvisionnements de la saison sont évaluées au cours de fin d'exercice. Cette réévaluation n'a pas d'incidence sur le compte de résultat.

→ IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les différences temporaires résultant de charges ou de produits inclus dans le résultat consolidé d'un exercice, mais déductibles ou imposables fiscalement au cours d'exercices différents, sont calculées, société par société, selon la méthode du report variable.

Les crédits d'impôts futurs résultant des déficits fiscaux reportables ou amortissements réputés différés sont comptabilisés lorsque leur imputation sur les bénéfices futurs est probable à court terme.

→ CONVERSION DES ETATS FINANCIERS EN DEVISES

Les comptes des filiales étrangères sont convertis de la façon suivante :

- Les comptes de bilan, à l'exception des capitaux propres, sont convertis au cours de clôture.
- Les comptes de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice.
- Les écarts de conversion sont enregistrés dans les capitaux propres.

→ COUVERTURE DE TAUX ET DE CHANGE

• Couvertures de taux

L'anticipation d'une stabilité des taux EURIBOR pour l'exercice 2003 et la relative faiblesse de l'endettement de Trigano ont conduit le Groupe à ne pas adopter de politique de couverture de taux.

• Couvertures de change

Le Groupe se couvre :

- à l'achat, sur le dollar américain (accessoirement sur le yen japonais et le dollar australien). Aucune couverture de change n'est pratiquée sur le Zloty et le Dinar Tunisien, l'enjeu étant jugé acceptable par Trigano.
- à la vente, sur la livre sterling.

Les couvertures sont conclues en fonction des cours pris en compte pour déterminer les prix d'achat et/ou les prix de vente, avec pour objectif de sécuriser la marge commerciale.

CHANGEMENT DE TRAITEMENT COMPTABLE

Dans la préoccupation constante d'améliorer l'information financière et comptable il est apparu nécessaire de modifier les schémas de comptabilisation des opérations de l'activité de location des camping-cars.

Jusqu'à la saison 2001/2002 les véhicules mis à la disposition de cette activité étaient inscrits dans le compte autres immobilisations corporelles. La vente définitive des camping-cars au réseau de concessionnaires, après la saison de location, était traitée comme une vente d'immobilisations corporelles.

A compter de la saison 2002/2003, les véhicules destinés à être loués pour une durée inférieure à un an sont conservés en stocks de produits finis. La vente de ces véhicules aux concessionnaires est traitée en chiffre d'affaires.

Ce nouveau traitement comptable n'a d'impact, ni sur le résultat net, ni sur le montant des capitaux propres consolidés.

Les comptes consolidés au 31 août 2003 sont établis selon ce nouveau traitement comptable. Afin d'assurer la comparabilité des comptes, un proforma au 31 août 2002 incluant ce nouveau traitement est présenté. L'impact de ces changements est indiqué dans les notes annexes relatives aux postes du bilan et du compte de résultat concernés.

II - PERIMETRE DE CONSOLIDATION
2.1 Liste des sociétés consolidées

Sociétés	Pays	% d'intérêt détenu		% de contrôle au
		31/08/2003	31/08/2002	31/08/2003
Sociétés consolidées par intégration globale :				
- Trigano	France		société mère	
- Foncière Parisienne	"	100,00	100,00	100,00
- E.D Entreprises	"	100,00	100,00	100,00
- Trigano Participations (ex MRI)	"	100,00	100,00	100,00
- Trigano VDL	"	100,00	100,00	100,00
- Autostar	"	96,99	96,04	96,99
- Résidences Trigano	"	100,00	100,00	100,00
- Camping-cars Chausson	"	100,00	100,00	100,00
- Trois Soleils	"	79,00	79,00	79,00
- Techwood	"	99,90	99,90	99,90
- Arts et Bois	"	100,00	100,00	100,00
- S.I.R Freizeitartikel	Allemagne	100,00	100,00	100,00
- Trigano Belgium	Belgique	100,00	100,00	100,00
- Trigano S.p.A	Italie	94,11	90,00	94,11
- Trigano GmbH	Allemagne	100,00	90,00	100,00
- Auto Trail VR Ltd	Royaume-Uni	94,68	79,89	99,24
- Riviera France	France	57,61	45,88	60,62
- Arca 2001 S.p.A. - Pomezia	Italie	75,99	70,00	70,00
- Sarl Geslin	France	100,00	100,00	67,31
- Caravanes La Mancelle	"	100,00	100,00	67,31
- Benimpex SA	Espagne	99,00	99,00	99,00
- Benimar-Ocarsa SA	Espagne	99,00	99,00	100,00
- Euro Accessoires	France	100,00	100,00	100,00
- Maître Equipement	"	100,00	100,00	100,00
- Trigano Service	"	95,00	95,00	95,00
- C.M.C. France SCP	"	100,00	100,00	100,00
- C.M.C. Distribution France	"	99,79	99,79	99,79
- E.T. Riddiough (sales) Ltd	Royaume-Uni	94,00	94,00	94,00
- Trigano MDC	France	100,00	100,00	100,00
- Clairval	"	100,00	100,00	100,00
- Raclet	"	100,00	100,00	100,00
- Plisson	"	99,86	99,86	99,86
- Terres Neuves	Tunisie	99,94	99,94	99,94
- Trigano Jardin	France	100,00	100,00	100,00
- Aliza	"	100,00	100,00	100,00
- Abak	"	100,00	100,00	100,00
- Delwyn Enterprises Ltd	Royaume-Uni	100,00	100,00	92,51
- Trigano Remorques	France	100,00	100,00	100,00
- Rulquin	"	100,00	100,00	100,00
- Sorelpol	Pologne	100,00	100,00	100,00
- Anjou Remorques	France	100,00	100,00	100,00
- ECIM	"	73,98	73,98	73,98
- S.N.C. Trihome	"	100,00	100,00	100,00
- S.C.I. du Haut Eclair	"	100,00	100,00	100,00
- S.C.I. du Président Arnaud	"	80,00	80,00	80,00
- S.C.I. du Colonel Petit	"	80,00	80,00	80,00
- S.C.I. du Docteur Legrand	"	40,00	40,00	40,00
- S.C.I. du Chanoine Dubois	"	60,00	60,00	60,00
- S.C.I. du Gouverneur du Vallon	"	60,00	60,00	60,00
- S.C.I. du Professeur Parmentier	"	80,00	80,00	80,00
- S.C.I. de l'Amiral Lebreton	"	93,00	93,00	93,00
- S.C.I. Duchesse de Mirabel	"	95,00	95,00	95,00
- S.C.I. C.M.C	"	100,00	100,00	100,00
Sociétés consolidées par mise en équivalence :				
- Loisirs Finance	France	49,00	49,00	49,00
Sociétés sorties du périmètre en 2003 :				
- Amca-Noval	"	-	100,00	100,00
- Trio Sport International	Danemark	-	100,00	100,00

2.2 - Evolution du périmètre

TRIGANO SPA

Le groupe a acquis 4,11 % du capital de cette société qui détient la majorité des titres des sociétés AutoTrail VR Ltd et Riviera France. L'écart d'acquisition de 4 093 K€ est amorti sur 10 ans.

AUTO-TRAIL VR LTD

Le groupe a acquis directement 11,61 % de cette société. L'écart d'acquisition de 1 260 K€ est amorti sur 10 ans.

RIVIERA FRANCE

Le groupe a acquis directement 9,64 % de cette société. L'écart d'acquisition de 14 € est amorti sur l'exercice.

AUTOSTAR

Le groupe a acquis 0,95 % du capital de la société. L'écart d'acquisition de 479 € est amorti sur l'exercice.

ARCA 2001 S.P.A. POMEZIA

Suite à une augmentation de capital en numéraire, le groupe a augmenté son pourcentage de détention de 5,99 %. L'écart d'acquisition de 130 K€ est amorti sur 10 ans.

AMCA-NOVAL

Dans le cadre du programme de simplification de l'organigramme du groupe, cette société a été absorbée par la société Trigano Participations le 21 juillet 2003. Concomitamment, les branches industrielles, remorques et jardin, ont été apportées

aux sociétés Trigano Remorques et Trigano Jardin. Ces opérations de restructuration interne sont sans incidences sur les capitaux propres du groupe.

TRIGANO GMBH

La société mère a racheté à Trigano S.p.A la totalité du capital. L'écart d'acquisition de 13 K€ est amorti sur l'exercice.

TRIO SPORT INTERNATIONAL

Cette société a cessé toute activité le 31 Août 2002. Cette sortie de périmètre est sans incidence sur les capitaux propres du groupe.

2.3 - Autres informations

DELWYN ENTERPRISES

Cette société est consolidée sur la base d'une détention à 100 %, compte tenu de l'engagement d'acquérir, avant le 2 janvier 2005, la totalité du capital selon des conditions définies.

SARL GESLIN / CARAVANES LA MANCELLE

Ces sociétés sont consolidées sur la base d'une détention à 100 %, compte tenu de l'engagement d'acquérir avant le 30 Novembre 2005 la totalité du capital de la Sarl Geslin selon des conditions définies.

GROUPE CMC

Ce groupe est entré dans le périmètre de consolidation le 1^{er} juillet 2002. Un écart d'acquisition de 578 K€ amorti sur 5 ans à compter du 1^{er} Juillet 2002 avait été constaté. Une nouvelle évaluation de ce groupe nous a permis de ramener l'écart d'acquisition à 6 K€ L'ajustement favorable de l'amortissement de 4 K€ est imputé sur l'exercice.

III - NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 - Ecart d'acquisition

(en milliers d'Euros)	Durée d'amortissements	Valeur nette 31/08/2002	Ecart d'acquisition de l'exercice	Dotations de l'exercice	Valeur nette 31/08/2003
- Trigano / Raclet	5	217		119	98
- Trigano S.p.A.	10	22 341	4 093	3 601	22 833
- Auto-Trail	10	1 142	1 260	258	2 144
- Arca 2001 S.p.A. Pomezia	10	1 892	130	366	1 656
- Benimar	10	1 534		157	1 377
- Geslin	10	540		60	480
- Benimpex	10	3 624		372	3 252
- Autostar	1	0	1	1	0
- Trigano GmbH	1	0	13	13	0
- CMC Scp	5	568	-572	-4	0
- Ecim	5	351		88	263
Total		32 209	4 925	5 031	32 103

La dotation aux amortissements de l'exercice figurant au compte de résultat s'élève à 4 580 K€, après déduction des reprises de provisions (451 K€). Elle s'impute en totalité sur le résultat part du groupe.

Note 2 - Immobilisations incorporelles et corporelles

2 - 1 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'Euros)	Brut	31/08/2003 Amortissements ou provisions	Net	Net au 31/08/2002
- Concessions brevets, marques et droits similaires	3 336	2 014	1 322	1 480
- Frais d'établissement	268	259	9	39
- Fonds commercial	1 225	271	954	953
- Autres immobilisations incorporelles	2 060	1 771	289	1 075
Total	6 889	4 315	2 574	3 547

2 - 2 Immobilisations corporelles

(en milliers d'Euros)	Brut	31/08/2003 Amortissements	Net	Net au 31/08/2002
- Terrains et agencements (1)	5 352	522	4 830	4 180
- Constructions (1)	49 539	17 746	31 793	33 768
- Installations techniques, matériels et outillages industriels	38 700	29 716	8 984	9 475
- Autres immobilisations corporelles (1)	15 048	9 084	5 964	17 543
- Immobilisations en cours	588		588	1 381
Total	109 227	57 068	52 159	66 347

- Au 31/08/2002	120 121	53 774
- Changement de traitement comptable (2)	(13 966)	(1 028)
- Variation du périmètre	(1 048)	(420)
- Acquisitions de l'exercice	8 519	
- Sorties de l'exercice	(4 646)	(2 625)
- Variation de change	(587)	(250)
- Autres mouvements	834	(52)
- Dotations de l'exercice		7 669

Total	109 227	57 068
--------------	----------------	---------------

(1) dont opérations de crédit-bail (cf. note 19)

(2) Impact sur l'ouverture de l'exercice du nouveau traitement comptable concernant les camping-cars destinés à être loués moins d'un an (cf note 4)

Note 3 - Titres de participation

3 - 1 Titres des sociétés mises en équivalence

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Loisirs Finance	6 772	5 943

3 - 2 Autres titres de participation

(en milliers d'Euros)	% détention	31/08/2003	31/08/2002
- Ufac (1)	34,00	21	21
- Trigano BV (2)	75,00	22	
- Europ' Holidays (2)	100,00	170	
Montant brut		213	21

(1) Société dont l'impact de non-consolidation est marginal

(2) Sociétés créées ou acquises récemment qui seront consolidées à compter du 1/09/2003

3 - 3 Autres immobilisations financières

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Autres titres immobilisés (1)	370	508
- Prêts	1 209	1 196
- Dépôts et cautionnements versés	359	376
- Divers	539	560
Montant brut	2 477	2 640
- Provisions (1)	(678)	(713)
Montant net	1 799	1 927

(1) Dont titres provisionnés à 100 % : 370 K€

Note 4 - Stocks et en-cours

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002 proforma	31/08/2002
- Marchandises	23 685	19 491	19 491
- Produits finis (1)	39 484	51 491	37 525
- En-cours	10 374	8 988	8 988
- Matières premières	66 714	62 769	62 769
Montant brut	140 257	142 739	128 773
- Provisions (1)	(5 090)	(4 860)	(3 832)
Montant net	135 167	137 879	124 941

(1) dont nouveau traitement comptable au 31/08/2002 brut 13 966 K€ ; provisions 1 028 K€ (cf note 2-2)

Note 5 - Clients et comptes rattachés

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Clients et comptes rattachés	104 689	105 036
- Effets escomptés non échus	11 564	11 969
- Financement stocks concessionnaires	7 853	137
Montant brut	124 106	117 142
- Provisions pour dépréciation	(6 041)	(5 650)
Montant net	118 065	111 492

Note 6 - Autres créances

(en milliers d'Euros)	31/08/2003			31/08/2002
	- 1 an	+ 1 an	Total	Total
- Personnel	170	16	186	150
- Etat, autres collectivités territoriales et organismes sociaux	11 439		11 439	12 781
- Divers	10 390	180	10 570	8 833
- Impôt différé actif	3 529		3 529	3 248
Montant brut	25 528	196	25 724	25 012
- Provisions			(150)	(163)
Montant net			25 574	24 849

Note 7 - Valeurs mobilières de placement

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Sicav monétaires	14 008	8 249
- Valeurs mobilières	1	1
Total	14 009	8 250

Note 8 - Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

(en milliers d'Euros)	Capitaux propres	Intérêts minoritaires
- Capital et réserves consolidées au 31 août 2002	121 417	754
- Résultat consolidé au 31 août 2002	25 931	1 579
Total au 31 août 2002	147 348	2 333
- Modifications liées à l'évolution du périmètre		(1 063)
- Impact des acquisitions de titres d'autocontrôle (1)	(2 203)	
- Distribution de dividendes	(1 811)	(38)
- Variation de l'écart de conversion	(1 000)	(34)
- Augmentation de capital en numéraire		200
Sous-total	142 334	1 398
- Résultat 2003	32 701	914
Total au 31 août 2003	175 035	2 312

(1) Le groupe détient 747 500 actions de la société mère. Le montant de l'autocontrôle imputé sur les réserves consolidées du groupe est de 2 964 K€.

Note 9 - Provisions pour risques et charges

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Provisions pour garantie	3 474	3 086
- Provisions pour litiges et risques divers	5 133	4 577
- Impôt différé passif	1 293	1 089
- Provision écart d'acquisition sur titres	903	1 355
Total	10 803	10 107

Note 10 - Dettes financières

(en milliers d'Euros)	Au 31/08/2003		Au 31/08/2002	
	Dettes financières	Crédit-bail	Dettes financières	Crédit-bail
- Emprunts de plus de cinq ans	600	5 868	1 893	7 112
- Emprunts de un à cinq ans	16 748	6 457	26 555	5 452
- Autres dettes de un à cinq ans	530		664	
- Emprunts à moins d'un an	10 622	1 508	10 276	1 271
Sous-total	28 500	13 833	39 388	13 835
- Concours bancaires courants	25 346		30 382	
- Effets escomptés non échus	11 563		11 709	
- Financement stock concessionnaires	7 853		137	
Total	73 262	13 833	81 616	13 835
- Dettes financières	87 095		95 451	

Note 11 - Autres dettes

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Dettes liées à un plan de continuation ⁽¹⁾		
. à un an au plus	1 878	1 413
. un à cinq ans	3 010	4 300
Sous total	4 888	5 713
- Autres dettes	8 057	9 593
Total	12 945	15 306

(1) Dettes sans intérêts conformément aux dispositions du plan de continuation de la société Trigano Participations. Cette société vient aux obligations de la société Amca-Noval absorbée par fusion le 21/07/2003. Sont déduites les créances acquises par le groupe à hauteur de 3 511 K€.

Note 12 - Ventilation du chiffre d'affaires consolidé

(en milliers d'Euros)	2003	%	2002 Proforma	%	2002	%
- Véhicules de loisirs (1)	470 847	71,8	411 788	70,1	402 474	69,6
- Accessoires de véhicules de loisirs	56 970	8,7	46 638	7,9	46 638	8
- Matériel de camping	40 488	6,2	40 427	6,9	40 427	7
- Equipement du jardin	42 035	6,4	44 900	7,6	44 900	7,8
- Remorques	42 499	6,5	40 921	7,0	40 921	7,1
- Sous-traitance et divers	2 436	0,4	2 769	0,5	2 769	0,5
Total	655 275	100,0	587 443	100,0	578 129	100,0
Dont . France	358 709	54,7	346 647	59,0	337 333	58,3
. Autres pays	296 566	45,3	240 796	41,0	240 796	41,7

(1) Dont impact sur l'exercice 31/08/2002 du nouveau traitement comptable concernant les camping-cars destinés à la location 9 314 K€.

Note 13 - Résultat financier

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Intérêts et produits financiers	1 469	1 523
- Intérêts et charges financières	(6 380)	(7 567)
- Autres (charges) ou produits	(145)	(5)
- Dotations aux provisions financières	(333)	(210)
- Reprises de provisions financières	256	265
Total	(5 133)	(5 994)

Note 14 - Résultat exceptionnel

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Résultats des cessions d'immobilisations	480	320
- Autres éléments exceptionnels	(227)	
Total	253	320

Note 15 - Impôts sur les sociétés

Le rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée (21 987 K€) et la charge théorique d'impôts pour les sociétés intégrées globalement (18 803 K€) s'analyse ainsi :

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Résultat net	33 615	27 510
- Résultat des sociétés mises en équivalence	(829)	(862)
Résultat des sociétés intégrées globalement	32 786	26 648
- Charge d'impôts comptabilisée	21 987	18 338
Résultat avant impôts	54 773	44 986
- Charge théorique d'impôts	18 803	15 458
- Variation des reports déficitaires	(143)	41
- Variation d'amortissements réputés différés	185	(112)
- Variation des différences temporaires	12	78
- Différences permanentes	(21)	(178)
- Contribution sociale variation du taux d'IS France	205	299
- Différences permanentes liées aux écarts d'acquisition	1 575	1 355
- Impact des différences de taux d'imposition	1 371	1 397
Total rapprochement	3 184	2 880
Charge d'impôts comptabilisée	21 987	18 338

Au 31 Août 2003, le solde d'impôts différés actif inclus dans le poste "Autres créances" s'élève à 3.529 K€ et le solde d'impôts différés passif inclus dans le poste "provisions pour risques et charges" s'élève à 1.293 K€. Enfin, les éléments non comptabilisés au 31/08/03 susceptibles de générer des créances d'impôts dans le futur se présentent comme suit :

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Déficits fiscaux	0	651
- Amortissements réputés différés	0	613
- Différences temporaires	0	(121)
- Moins-values à long terme	1 702	1 755

Note 16 - Effectifs et rémunérations des dirigeants

Les effectifs du Groupe (hors intérimaires) au 31 Août 2003 s'analysent comme suit :

Catégories	31/08/2003	31/08/2002
- Dirigeants	75	74
- Cadres	193	184
- Etam	641	652
- Ouvriers	2 157	2 077
Total	3 066	2 987

Les rémunérations versées aux dirigeants par Trigano et les sociétés contrôlées sont les suivantes :

- Organe de Direction	605 417 €
- Organe d'Administration	43 400 €

Note 17 - Engagements de retraite

Les indemnités conventionnelles de départ en retraite concernant le personnel du groupe sont prises en charge lors du départ des salariés. Le montant actualisé de la charge potentielle que ces indemnités représentent est déterminé en fonction de la probabilité d'atteindre dans le Groupe l'âge de la retraite. Le montant des engagements, actualisé au 31 Août 2003, est de 5 457 K €.

Note 18 - Engagements hors bilan

18-1 Engagements donnés

(en milliers d'Euros)	31/08/2003	31/08/2002
- Cautions données	940	2 887
- Fonds de garantie	241	359
- Autres engagements donnés	176	251
Total	1 357	3 497

Les effets escomptés non échus sont réintégrés dans les comptes clients (note 5) et les dettes financières (note 10). Ils ne figurent pas en engagement hors bilan.

18-2 Engagements reçus

Trigano est bénéficiaire de deux garanties de passif et de consistance d'actif. Ces garanties ont été obtenues lors du rachat des sociétés Scp CMC France (échéance 30 juin 2005) et Arts et Bois (échéance 31 décembre 2004).

18-3 Achats à terme de devises

Les achats à terme non dénoués à la clôture (€£) sont les suivants :

Échéance	30/09/03	28/11/03	30/01/04	
Cours	1,44550	1,44200	1,43750	
Montant	3 000	3 000	4 000	(en milliers d'Euros)

18-4 Autres engagements

Les actionnaires minoritaires des sociétés Trigano S.p.A. et Auto Trail VR Ltd se sont engagés à vendre à Trigano les actions qu'ils détiennent. En contre partie Trigano s'est engagé à les acquérir à leur première demande.

Note 19 - Crédit-bail

Immobilisations en crédit-bail (cf. note 2.2)							
(en milliers d'Euros)	Coût d'entrée		Dotations aux amortissements			Total	Valeur nette
			exercice	1 an à 5 ans	+ 5 ans		
- Terrains	1 702						1 702
- Constructions	21 855		1 315			6 723	15 132
- Installations techniques, matériels et outillages	1 350		77			1 350	0
- Autres immobilisations corporelles	1 259		35			35	1 224
Total	26 166		1 427			8 108	18 058

Engagements de crédit-bail							
(en milliers d'Euros)	Redevances payées		Redevances à payer			Total	Prix d'achat résiduel
	exercice	cumul	1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans		
- Terrains et constructions	1 483	9 360	1 769	6 915	5 862	14 546	-
- Installations techniques matériels et outillages	77	397	3			3	-
- Autres immobilisations corporelles	236	236	236	942		1 178	
Total	1 796	9 993	2 008	7 857	5 862	15 727	-

IV - AUTRES INFORMATIONS

L'usine de traitement des métaux (Tournon) dont Trigano était locataire, a été abandonnée en 2000 suite à la mise en service de l'usine de La Roche de Glun. A l'occasion de l'abandon de ce site, des métaux lourds utilisés par les anciens exploitants ont été décelés dans le sol. L'ampleur des travaux et la détermination d'une responsabilité de Trigano font l'objet d'un litige avec l'Administration. Trigano, au vu du dossier, n'a pas jugé utile de constituer une provision relative à ce litige dans les comptes 2003.

◆ • ◆

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2003
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES



Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société TRIGANO relatifs à l'exercice clos le 31 août 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable mentionné dans la partie I de l'annexe.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 19 décembre 2003

Les Commissaires aux Comptes

Bellot Mullenbach & Associés

Mazars & Guérard

Thierry Bellot

Pascal de Rocquigny

Lionel Gotlib

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES DES SOCIETES FRANCAISES CONSOLIDEES

Sociétés	Forme sociale	Siège social	Capital social en €	N° immatriculation SIREN
Trigano	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	45.284.268,00	722 049 459 RCS PARIS
Abak	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	1.219.592,14	338 105 323 RCS PARIS
Aliza	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	45.734,71	379 129 182 RCS PARIS
Anjou Remorques	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	24.391,84	395 053 606 RCS PARIS
Arts et Bois	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	40.000,00	304 515 562 RCS PARIS
Autostar	SA*	100 Rue Petit 75019 Paris	1.000.000,00	333 120 434 RCS PARIS
Camping-Cars Chausson	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	100.000,00	378 944 565 RCS PARIS
Caravanes La Mancelle	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	60.000,00	577 151 228 RCS PARIS
Clairval	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	320.000,00	339 697 138 RCS PARIS
CMC Distribution France	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	88.877,78	471 501 098 RCS PARIS
CMC France	SCP	100 Rue Petit 75019 Paris	152.449,02	350 707 915 RCS PARIS
E.D. Entreprises	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	640.000,00	350 630 521 RCS PARIS
Ecim	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	100.000,00	421 257 494 RCS PARIS
Euro-Accessoires	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	2.000.000,00	303 409 742 RCS PARIS
Foncière Parisienne	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	800.000,00	338 067 549 RCS PARIS
Loisirs Finance	SA*	5 av. Kléber 75116 Paris	10.000.000,00	410 909 592 RCS PARIS
Maître Equipement	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	400.000,00	310 096 938 RCS PARIS
Plisson	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	840.000,00	775 735 020 RCS PARIS
Raclet	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	1.600.000,00	354 039 356 RCS PARIS
Résidences Trigano	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	640.000,00	378 738 041 RCS PARIS
Riviera France	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	81.600,00	421 648 247 RCS PARIS
Rulquin	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	1.000.000,00	309 358 273 RCS PARIS
SARL Geslin	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	10.400,00	378 291 504 RCS PARIS
Techwood	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	100.000,00	351 216 759 RCS PARIS
Trigano Jardin	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	7.319.510,71	303 773 923 RCS PARIS
Trigano MDC	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	6.000.000,00	304 878 408 RCS PARIS
Trigano Participations	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	287.200,00	313 897 209 RCS PARIS
Trigano Remorques	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	1.000.000,00	345 039 069 RCS PARIS
Trigano Service	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	60.000,00	398 231 951 RCS PARIS
Trigano VDL	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	7.000.000,00	458 502 838 RCS PARIS
Trois Soleils	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	20.000,00	380 916 114 RCS PARIS
SCI CMC	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15.244,90	351 437 280 RCS PARIS
SCI de L'Amiral Lebreton	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15.244,90	423 685 445 RCS PARIS
SCI du Chanoine Dubois	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	7.622,45	389 424 151 RCS PARIS
SCI du Colonel Petit	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	16.000,00	353 602 436 RCS PARIS
SCI du Docteur Legrand	SCI	Le Haut Eclair 72600 Mamers	30.489,80	377 622 634 RCS MAMERS
SCI Duchesse de Mirabel	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15.244,90	432 806 685 RCS PARIS
SCI du Gouverneur du Val	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15.244,90	412 194 557 RCS PARIS
SCI du Haut Eclair	SCI	Le Haut Eclair 72600 Mamers	15.244,90	347 520 835 RCS MAMERS
SCI du Président Arnaud	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	16.000,00	403 103 799 RCS PARIS
SCI du Professeur Parmer	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	16.000,00	414 374 066 RCS PARIS
SNC Trihome	SNC	100 Rue Petit 75019 Paris	15.244,90	382 587 525 RCS PARIS

* à directoire et conseil de surveillance.

COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF

(En milliers d'€uros)	Au 31/08/2003		Au 31/08/2002	
	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	2 627	1 069	1 558	1 564
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 423	150	1 273	1 048
Constructions	7 056	2 085	4 971	5 718
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	2 805	1 570	515	570
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
	11 284	3 805	6 759	7 336
Immobilisations financières :				
Participations	84 850	2 077	82 773	70 948
Créances rattachées à des participations	1 527	-	1 527	1 598
Prêts	92	35	57	60
Autres	31	-	31	31
	86 500	2 112	84 388	72 637
Total actif immobilisé	100 411	6 986	92 705	81 537
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Créances d'exploitation :				
Créances clients et comptes rattachés	2 216	-	2 216	999
Autres créances	19 539	268	19 271	27 557
	21 755	268	21 487	28 556
Créances diverses :				
Valeurs mobilières de placement	9 125	-	9 125	5 280
Disponibilités	341	-	341	360
Charges constatées d'avance	217	-	217	231
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
Ecart de conversion actif	192	-	192	41
Total actif circulant	31 630	268	31 362	34 468
Total actif	132 041	7 254	124 067	116 005

COMPTES SOCIAUX

BILAN PASSIF (avant répartition)

(En milliers d'Euros)	au 31/08/2003	au 31/08/2002
CAPITAUX PROPRES		
Capital	45 284	45 284
Primes d'émission, de fusion, d'apport	4 396	4 396
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
Réserve légale	2 666	2 059
Réserves statutaires	-	-
Réserves réglementées	581	581
Autres réserves	28 600	18 900
Report à nouveau	89	68
Résultat de l'exercice	18 698	12 139
Subventions d'investissement	174	185
Provisions réglementées	-	-
Total capitaux propres	100 488	83 612
PROVISIONS		
Provisions pour risques	809	792
Provisions pour charges	-	-
Total provisions pour risques et charges	809	792
DETTES		
Dettes financières :		
Obligations convertibles		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit	16 344	23 562
Emprunts et dettes financières divers	344	364
	16 688	23 926
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation :		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	299	463
Dettes fiscales et sociales	5 464	3 469
Dettes sur immobilisations financières	18	622
	5 781	4 554
Dettes diverses :		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	185	3 031
	185	3 031
Produits constatés d'avance	80	82
Ecart de conversion passif	36	8
Total dettes	22 770	31 601
Total passif	124 067	116 005

COMPTES SOCIAUX

COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'Euros)	au 31/08/2003	au 31/08/2002
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue :		
Biens		
Services	6 959	6 454
Chiffre d'affaires net	6 959	6 454
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	11	11
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charge	-	-
Autres produits	2 825	2 013
Total des produits d'exploitation	9 795	8 478
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)		
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	2 127	2 472
Impôts, taxes et versements assimilés	388	343
Salaires et traitements	1 855	1 735
Charges sociales	811	769
DOTATIONS D'EXPLOITATION		
Sur immobilisations :		
Dotations aux amortissements	759	852
Dotations aux provisions		
Sur actif circulant :		
Dotations aux provisions		
Pour risques et charges :		
Dotations aux provisions		
Autres charges	158	98
Total des charges d'exploitation	6 098	6 269
Résultat d'exploitation	3 697	2 209

COMPTES SOCIAUX

COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'Euros)	au 31/08/2003	au 31/08/2002
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	12 848	13 519
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	97	671
Autres intérêts et produits assimilés	1 272	783
Reprises sur provisions et transferts de charges	341	160
Différences positives de change	-	2
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	176	150
Total des produits financiers	14 734	15 285
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	695	1 074
Intérêts et charges assimilés	728	893
Différences négatives de change	5	6
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total des charges financières	1 428	1 973
Résultat financier	13 306	13 312
Résultat courant avant impôts	17 003	15 521
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	175	95
Produits exceptionnels sur opérations en capital	12 461	3
Reprises sur provisions et transferts de charges	245	202
Total des produits exceptionnels	12 881	300
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 904	3 272
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 886	18
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	248	336
Total des charges exceptionnelles	10 038	3 626
Résultat exceptionnel	2 843	(3 326)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 148	55
Total des produits	37 410	24 062
Total des charges	18 712	11 923
Bénéfice	18 698	12 139



La présente annexe se rapporte au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 Août 2003 dont le total est de 124.067 K€ et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dont le total

des produits est de 37.410 K€ et dégageant un bénéfice de 18.698 K€.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er Septembre 2002 au 31 Août 2003.



I - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux principes comptables généralement admis.

Les principales règles et méthodes comptables utilisées dont l'énonciation est nécessaire à une bonne compréhension des comptes sont les suivantes :

1- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent aux marques, dépôt de marques, brevets, procédés et logiciels possédés par la société. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les logiciels, procédés et brevets sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation.

Les dépôts de marques sont comptabilisés et amortis sur 10 ans en immobilisations incorporelles.

A la clôture de l'exercice, les marques, fonds de commerce et droit au bail sont évalués à leur valeur d'utilité. Une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles est constatée si cette valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée du bien :

➤ Constructions	20 à 40 ans
➤ Agencements et aménagements des constructions	5 à 10 ans
➤ Installations techniques	5 à 10 ans
➤ Matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
➤ Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 à 10 ans
➤ Matériel micro-informatique	2 ans
➤ Matériel de transport	4 ans

3 - Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués au coût d'acquisition et ramenés à la valeur d'utilité lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est considérée principalement par rapport à la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant, des plus-values latentes et de leur capacité bénéficiaire immédiate ou à terme.

Les prêts représentant les versements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction ont fait l'objet d'une provision déterminée en fonction d'une actualisation au taux de 5%.

Les provisions pour risques filiales ainsi que les aides accordées à celles-ci sont comptabilisées en résultat exceptionnel.

4 - Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, sauf exception (voir note 3). Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5 - Opérations en devises

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

6 - Engagements en matière de pensions et retraites

Les charges correspondant aux engagements de la Société en matière d'indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont payées. Le montant potentiel de ces indemnités figure en engagements financiers hors bilan dans la présente annexe.



II - NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1 - Actif Immobilisé

VALEURS BRUTES

En milliers d'Euros	Valeur brute	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 483	151	7	2 627
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 193	230	-	1 423
Constructions	7 507	-	451	7 056
Matériel informatique et de bureau	1 859	249	307	1 801
Divers	283	1	-	284
Avances et acomptes				
Total	10 842	480	758	10 564
Immobilisations financières				
Participations (1) cf note 16	72 672	20 059	7 881	84 850
Créances rattachées	1 598	903	974	1 527
Prêts	94	6	8	92
Divers	31	1	1	31
Total	74 395	20 969	8 864	86 500
Total général	87 220	21 600	9 629	99 691

AMORTISSEMENTS

En milliers d'Euros	Amortissements en début de l'exercice	Dotations	Reprises	Amortissements à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	919	157	7	1 069
Immobilisations corporelles				
Agencements des terrains	145	5	-	150
Constructions	1 789	296	-	2 085
Matériel informatique et de bureau	1 442	265	303	1 404
Divers	130	36	-	166
Total	3 506	602	303	3 805
Total général	4 425	759	310	4 874

NOTE 2 - Provisions pour dépréciation d'éléments de l'actif

En milliers d'Euros	Montants au début d'exercice	Dotations	Reprises	Montants à la fin de l'exercice
Immobilisations financières				
Participations	1 724	694	341	2 077
Créances rattachées	-	-	-	-
Prêts	34	1	-	35
Total	1 758	695	341	2 112
Actif circulant				
Autres créances (1)	281	93	106	268
Total général	2 039	788	447	2 380

(1) les autres créances détenues sur des filiales et participations sont évaluées selon les mêmes principes que les titres de participation.

NOTE 3 - Echancier des prêts et des créances

En milliers d'Euros	Montant brut	Un an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	1 527	-	1 527
Prêts	92	14	78
Autres immobilisations financières	31	-	31
Actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	2 216	2 216	-
Autres créances (1)	19 539	452	19 087
Total	23 405	2 682	20 723

(1) dont créances sur la société Trigano Participations : 1.415 K€ ; ces créances ont été comptabilisées à leur valeur d'acquisition, bien que leur valeur nominale soit de 3.208 K€. Les plus values sont constatées au fur et à mesure des paiements conformément au plan homologué par le Tribunal de Commerce de Chateauroux. La dernière échéance est fixée au 11 Décembre 2005. Ce poste comprend également une créance sur la société SCP CMC 252 K€ d'une valeur nominale de 1.124 K€.

NOTE 4 - Valeurs mobilières de placement

En milliers d'Euros	31/08/2003	31/08/2002
SICAV monétaires	9 124	5 279
Divers	1	1
Total	9 125	5 280

Les SICAV monétaires sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

NOTE 5 - Autres informations sur les postes de l'actif

En milliers d'Euros	31/08/2003	31/08/2002
Montants concernant les entreprises liées :		
Participations	84 850	72 672
Créances rattachées	1 527	1 598
Clients et comptes rattachés	2 047	930
Autres créances	19 151	27 482
Total	107 575	102 682
Charges constatées d'avance :		
Charges d'exploitation	181	187
Charges financières	36	44
Charges exceptionnelles	-	-
Total	217	231
Produits à recevoir :		
Clients et comptes rattachés	1 872	543
Autres créances	-	1 544
Total	1 872	2 087

NOTE 6 - Composition du capital social

CATEGORIE	NOMBRE DE TITRES				VALEUR NOMINALE
	Au début de l'exercice	Créés	Réduction	A la clôture de l'exercice	
Actions	11 321 067	0	0	11 321 067	4 €

NOTE 7 - Provisions pour risques et charges

En milliers d'Euros	Montant au début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant en fin d'exercice
Provision pour pertes de change	-	156	-	156
Provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles	521		-	521
Provisions pour risques filiales	230		139	91
Provisions pour impôts	41		-	41
Total	792	156	139	809

NOTE 8 - Echancier des dettes

En milliers d'Euros	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 344	7 227	9 117	-
Emprunts et dettes financières divers	344	27	317	-
Fournisseurs et comptes rattachés				
Immobilisations	18	18	-	-
Fournisseurs	299	299	-	-
Dettes fiscales et sociales	5 464	5 464	-	-
Autres dettes	185	185	-	-
Total	22 654	13 220	9 434	0

NOTE 9 - Autres informations sur les postes du passif

En milliers d'Euros	31/08/2003	31/08/2002
Montants bruts concernant les entreprises liées :		
Provisions pour risques et charges	71	230
Emprunts et dettes financières	165	161
Fournisseurs et comptes rattachés	8	10
Autres dettes	-	515
Total	244	916
Produits constatés d'avance :		
Produits d'exploitation	80	82
Produits financiers	-	-
Produits exceptionnels	-	-
Total	80	82
Charges à payer :		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	131	145
Dettes fiscales et sociales	409	663
Autres dettes		
Total	540	808

III - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 10 - Résultat financier

Informations concernant les entreprises liées

En milliers d'Euros	31/08/2003	31/08/2002
Produits financiers :		
Dividendes reçus sur titres de participation	12 672	13 321
Résultats des sociétés de personnes	176	198
Produits de prêts et comptes courants auprès des filiales du Groupe	1 004	1 184
Reprises sur provision filiales	341	160
Total	14 193	14 863

NOTE 11 - Résultat exceptionnel

En milliers d'Euros	31/08/2003	31/08/2002
Boni de fusion Trigano Participations/Amca-Noval	4 773	-
Résultats sur cession de titres	(196)	1
Résultats sur cessions d'immobilisations incorporelles	(1)	(6)
Résultats sur cession d'immobilisations corporelles	(1)	(10)
Dotations exceptionnelles sur filiales	(93)	(295)
Reprises sur provisions exceptionnelles sur filiales	245	202
Produits exceptionnels divers	175	95
Pertes exceptionnelles sur filiales	(1 760)	(3 220)
Charges exceptionnelles diverses	(299)	(93)
Résultat exceptionnel	2 843	(3 326)

IV - AUTRES INFORMATIONS

NOTE 12 - Rémunération des dirigeants

Les informations relatives aux rémunérations des dirigeants conduisant à donner des indications sur une rémunération individuelle ne sont pas communiquées dans la présente annexe.

NOTE 13 - Eléments de nature fiscale

Il n'existe pas de dettes d'impôts liées aux évaluations dérogatoires. La société est la société-mère du groupe fiscal constitué avec les sociétés : TRIGANO VDL, EURO-ACCESSOIRES et TRIGANO MDC.

NOTE 14 - Engagements financiers (hors bilan)

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Le montant des engagements de départ à la retraite est de 204 K € au 31 août 2003.

CREDIT BAUX

ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL (en milliers d'Euros)							
	Redevances payées		Redevances à payer			TOTAL à payer	Prix résiduel
	de l'exercice	cumulées	1 an	1 an à 5 ans	plus de 5 ans		
Terrains et constructions	279	1 111	273	1 166	1 036	2 475	-

CAUTIONS DONNEES

Nature	Objet	Bénéficiaire	Montant de l'engagement (en K€)	Société concernée
Caution	Crédit Bail Immobilier	BATICENTRE	324	TRIGANO REMORQUES
Caution	Financière	BG BANK (Copenhague)	940	TRIO SPORT

ENGAGEMENTS RECUS

Abandons de créances ou subventions accordées avec clause de retour à meilleure fortune :

Société TRIGANO JARDIN 1 235 K€

Société RESIDENCES TRIGANO 6 175 K€

Trigano est bénéficiaire de deux garanties de passif et de consistance d'actif. Ces garanties ont été obtenues lors du rachat des sociétés Scp CMC France (échéance 30 juin 2005) et Arts et Bois (échéance 31 décembre 2004).

AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Les minoritaires des sociétés Trigano SpA et Auto-Trail VR Ltd se sont engagés à vendre à Trigano les actions qu'ils détiennent. En contre partie Trigano s'est engagé à les acquérir à leur première demande.

NOTE 15 - Ventilation de l'effectif moyen

	31/08/2003	31/08/2002
Cadres	24	23
Employés	9	9
Total	33	32

NOTE 16 - TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 AOUT 2003

(en milliers d'€uros)

Filiales et Participations Informations financières	Capital	Capitaux propres autres que le Capital	Quote-part du capital détenu (en %)	valeur comptable des titres détenus	valeur comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A) Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la Société astreinte à la publication : 1. Filiales (détenues à + de 50 %) : - TRIGANO V.D.L. - TRIGANO SpA - TRIGANO M.D.C. - RACLET - EURO ACCESSOIRES - BENIMPEX - FONCIERE PARISIENNE - AUTOSTAR - ARCA 2001 - SCI DU HAUT ECLAIR - PLISSON - TRIGANO PARTICIPATIONS 2. Participations (détenues à - 50 %) - LOISIRS FINANCE - AUTOTRAIL											
	7 000	32 381	100,00	15 676	15 676	-	-	213 056	12 613		
	18 000	12 662	94,11	18 253	18 253	-	-	154 945	6 396		
	6 000	3 410	100,00	7 746	7 746	-	-	25 038	1 360	336	
	1 600	3 262	100,00	4 195	4 195	-	-	20 143	289		
	2 000	6 461	100,00	3 999	3 999	-	-	21 928	1 880		
	60	1 394	99,99	2 988	2 988	6 008	-	817	94		
	800	2 802	100,00	2 047	2 047	-	-	-	61		
	1 000	5 483	96,99	2 156	2 156	-	-	33 691	195		
	1 800	<1 485>	75,99	1 960	239	1 527	-	20 743	<854>		
	16	0	99,99	707	707	-	-	346	170		31/12/2002
	840	1 062	99,86	686	686	-	-	6 914	99		
	287	12 302	100,00	12 964	12 964	3 702	-	95	<1779>	470	
	10 000	2 780	49,00	4 715	4 715	-	-	5 428	1 963		31/12/2002
	289	7 567	21,87	3 909	3 909	-	-	44 889	1 234		
B) Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société astriente à la publication : - Filiales Françaises (ensemble) - Filiales étrangères (ensemble) - Participations dans les sociétés françaises (ensemble) - Participations dans les sociétés étrangères (ensemble)				2 699	2 408		-				
				150	85		940				

**RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE
AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

(en Euros)

NATURE DES INDICATIONS	1999	2000	2001	2002	2003
<u>I - Capital en fin d'exercice</u>					
a) Capital social	33 691 233	33 691 233	45 284 268	45 284 268	45 284 268
b) Nombre des actions ordinaires existantes	2 210 000	2 210 000	11 321 067	11 321 067	11 321 067
c) Nombre des actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
d) Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
<u>II - Opérations et résultats de l'exercice</u>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	4 032 386	4 905 346	6 167 676	6 454 060	6 958 994
b) Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4 161 411	6 860 389	9 778 009	14 095 071	20 962 860
c) Impôts sur les bénéfices	(31 975) ⁽¹⁾	(14 526) ⁽¹⁾	29 389 ⁽¹⁾	55 423	1 148 212
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e) Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 056 689	6 829 142	9 966 475	12 139 259	18 697 604
f) Résultat distribué	1 010 737	1 347 649	1 584 949	1 811 371	3 396 320
<u>III - Résultats par actions</u>					
a) Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,88	3,11	0,86	1,25	1,75
b) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,38	3,09	0,88	1,07	1,65
c) Dividende attribué à chaque action	0,46	0,61 ⁽²⁾	0,14	0,16	0,30
<u>IV - Personnel</u>					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	29	29	29	32	33
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	1 391 268	1 513 005	1 525 088	1 735 418	1 854 874
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale et oeuvres sociales)	618 873	650 229	671 828	768 705	810 601

(1) Economie d'impôt liée à l'intégration fiscale

(2) Versé 0,122 € par action après multiplication du nombre de titres par cinq

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2003

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2003 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Trigano, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2- VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participations et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 19 décembre 2003

Les Commissaires aux Comptes

Bellot Mullenbach & Associés

Mazars & Guérard

Thierry Bellot

Pascal de Rocquigny

Lionel Gotlib

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

1 - CONVENTIONS AUTORISEES AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Ces conventions autorisées par le Conseil d'Administration du 28 mai 2003 sont présentées dans les tableaux I et II, pages 42 et 45 du présent rapport :

- le tableau I présente les conventions autres que les avances et prêts,
- le tableau II présente les avances et prêts.

Les personnes concernées par ces conventions sont indiquées dans le tableau III du présent rapport en pages 46 et 47.

2 - CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Ces conventions sont présentées dans les tableaux I et II, pages 43 à 45 du présent rapport :

- le tableau I présente les conventions autres que les avances et prêts,
- le tableau II présente les avances et prêts.

Les personnes concernées par ces conventions (administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance, représentant permanent d'une personne morale administrateur) sont indiquées dans le tableau III du présent rapport en pages 46 et 47.

Fait à Paris, le 19 décembre 2003

Les Commissaires aux Comptes

Bellot Mullenbach & Associés

Mazars & Guerard

Thierry Bellot

Pascal de Rocquigny

Lionel Gotlib

TABLEAU I : CONVENTIONS AUTRES QUE PRETS ET AVANCES

A. CONVENTIONS NOUVELLES			
<u>SOCIETES CONCERNEES</u>	<u>NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS</u>	<u>ADMINISTRATEURS CONCERNES</u>	<u>MONTANT</u> (En € HT)
ARCA 2001 S.p.A. - POMEZIA	Renonciation à la perception de la commission sur les achats négociés de châssis FIAT au titre de la période allant du 1 ^{er} juin 2002 au 31 août 2003 (avenant n° 2 de la convention).	F. FEUILLET M. H. FEUILLET	153 425
CAMPINGS CARS CHAUSSEON	Prestations de services administratifs	M. H. FEUILLET	4 620
C.M.C. DISTRIBUTION FRANCE	Convention de prestations informatiques	F. FEUILLET M. H. FEUILLET F. BALEYDIER	48 400
RESIDENCES TRIGANO	Subvention d'équilibre accordée pour un montant de 1,76 million d'euros avec clause de retour à meilleure fortune.	F. FEUILLET M. H. FEUILLET F. BALEYDIER	1 760 000
E. T. RIDDIOUGH (sales) Limited	Prestations de services informatiques	F. FEUILLET M. H. FEUILLET	37 250
TRIGANO JARDIN	Avenant du 22 juillet 2003 concernant la convention d'abandon de créance du 31 août 2001. Modification de la définition du retour à meilleure fortune.	F. FEUILLET M. H. FEUILLET F. BALEYDIER	1 234 837
TRIGANO MDC	Licence de marque TRIO	F. FEUILLET M. H. FEUILLET	8 730
TRIGANO PARTICIPATIONS	Prestations de services administratifs	M. H. FEUILLET	11 000
TRIGANO S.p.A.	Acquisition de parts sociales composant le capital de la société TRIGANO GmbH.	F. FEUILLET M. H. FEUILLET	Prix de cession égal au montant de la situation nette de TRIGANO GmbH au 31 août 03.

B. CONVENTIONS ANTERIEUREMENT APPROUVEES		
<u>SOCIETES CONCERNEES</u>	<u>NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS</u>	<u>MONTANT</u> (En € HT)
ARTS et BOIS	Prestations de services administratifs divers	11 000
ARTS et BOIS	Prestations Informatiques	9 900
ARTS et BOIS	Loyers et charges locatives « Saint Berthevin »	29 205
ARTS et BOIS	Dépôt de garantie reçu	7 214
AUTOSTAR	Prestations de services administratifs divers	17 600
AUTOSTAR	Prestations de services informatiques	44 880
AUTOSTAR	Commission de négociation sur les achats de châssis	353 232
AUTO-TRAIL V.R. Limited	Location d'un immeuble à Immingham (U.K.)	368 178
CLAIRVAL	Prestations de services administratifs divers	19 250
CLAIRVAL	Prestations de services informatiques	35 695
SCI du COLONEL PETIT	Prestations de services administratifs divers	4 620
SCI du COLONEL PETIT	Loyers et charges locatives payés au titre des locaux situés à Tournon sur Rhône	26 638
SCI DUCHESSE DE MIRABEL	Prestations de services administratifs divers	4 620
ED ENTREPRISES	Prestations de services administratifs divers	4 620
EURO ACCESSOIRES	Prestations de services administratifs divers	161 672
EURO ACCESSOIRES	Prestations de services informatiques	110 000
EURO ACCESSOIRES	Redevances sur un contrat de licence de marque SADEC INTERNATIONAL	Pas de facturation en 2002/03
EURO ACCESSOIRES	Loyers et charges locatives « Rozoy sur Serre »	61 449
EURO ACCESSOIRES	Dépôt de garantie reçu « Rozoy sur Serre »	11 004
EURO ACCESSOIRES	Loyers et charges locatives « Tournon sur Rhône »	304 524
EURO ACCESSOIRES	Dépôt de garantie reçu « Tournon sur Rhône »	65 123
FONCIERE PARISIENNE	Prestations de services administratifs divers	4 620
MAITRE EQUIPEMENT	Prestations de services administratifs divers	44 000
MAITRE EQUIPEMENT	Prestations de services informatiques	39 600
MAITRE EQUIPEMENT	Redevances sur contrat de licence de marque MAITRE	1 801
PLISSON	Prestations de services administratifs divers	5 285
PLISSON	Prestations de services informatiques	45 100
SCI du Président ARNAUD	Prestations de services administratifs divers	4 620
SCI du Professeur PARMENTIER	Prestations de services administratifs divers	4 620

B. CONVENTIONS ANTERIEUREMENT APPROUVEES (suite)		
<u>SOCIETES CONCERNEES</u>	<u>NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS</u>	<u>MONTANT</u> (En € HT)
RACLET	Prestations de services administratifs divers	33 000
RACLET	Prestations de services informatiques	105 655
RACLET	Redevances sur contrat de licences de 63 marques RACLET	64 627
RACLET	Retour à meilleure fortune de l'abandon de créance consenti à LOGRINE en 1999 (avenant du 05 juin 2002)	175 316
RACLET	Loyers et charges locatives « Mamers » (bail commercial)	46 479
RACLET	Dépôt de garantie reçu « Mamers »	9 512
RESIDENCES TRIGANO	Prestations de services informatiques	44 000
RESIDENCES TRIGANO	Loyers et charges locatives « Portes-les- Valence »	78 805
RULQUIN	Prestations de services administratifs divers	3 850
TECHWOOD	Prestations de services administratifs divers	17 600
TECHWOOD	Prestations de services informatiques	39 600
TECHWOOD	Loyers et charges locatives « Seclin »	68 855
TECHWOOD	Dépôt de garantie reçu « Seclin »	10 394
SNC TRIHOME	Prestations de services administratifs divers	Pas de facturation en 2002/03
TRIGANO JARDIN	Prestations de services administratifs divers	51 150
TRIGANO JARDIN	Prestations de services informatiques	201 740
TRIGANO MDC	Prestations de services informatiques	238 700
TRIGANO MDC	Prestations de services administratifs divers	143 000
TRIGANO MDC	Redevances sur un contrat de licence de marque EUROVENT	25 743
TRIGANO MDC	Redevances sur un contrat de licence de marque JAMET	28 379
TRIGANO MDC	Redevances sur un contrat de licence de marque GRUAU	Pas de facturation en 2002/03
TRIGANO MDC	Loyers et charges locatives « Roche de Glun »	168 392
TRIGANO MDC	Dépôt de garantie reçu « Roche de Glun »	40 787
TRIGANO MDC	Loyers et charges locatives « Beaucouzé »	31 302
TRIGANO MDC	Dépôt de garantie reçu « Beaucouzé »	6 479
TRIGANO REMORQUES	Prestations de services administratifs divers	82 500
TRIGANO REMORQUES	Prestations de services informatiques	227 260
TRIGANO SERVICES	Prestations de services administratifs divers	71 500
TRIGANO SERVICES	Prestations de services informatiques	58 850

B. CONVENTIONS ANTERIEUREMENT APPROUVEES (suite)		
<u>SOCIETES CONCERNEES</u>	<u>NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS</u>	<u>MONTANT</u> (En € HT)
TRIGANO VDL	Prestations de services administratifs divers	429 000
TRIGANO VDL	Prestations de services informatiques	709 500
TRIGANO VDL	Commission de négociation sur les achats de châssis	1 588 019
TRIGANO VDL	Redevances sur contrat de licence de marque CHAUSSON	786 952
TRIGANO VDL	Redevances sur contrat de licence de marque EUROSTAR	16 500
TRIGANO VDL	Redevances sur contrat de licence de marque CARAVELAIR	280 600
TRIGANO VDL	Redevances sur contrat de licence de marque CHALLENGER	729 315
TROIS SOLEILS	Prestations de services administratifs divers	47 300
TROIS SOLEILS	Prestations de services informatiques	30 250
TROIS SOLEILS	Location d'un bâtiment et terrain à Ittenheim	50 876

TABLEAU II : AVANCES ET PRETS

A. CONVENTIONS NOUVELLES		
<u>SOCIETES CONCERNEES</u>	<u>NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS</u>	<u>MONTANT</u> (En € HT)
Aucune convention nouvelle d'avances et prêts n'a été autorisée au cours de l'exercice 2002/03.		
B. CONVENTIONS ANTERIEUREMENT APPROUVEES (suite)		
<u>SOCIETES CONCERNEES</u>	<u>NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS</u>	<u>MONTANT</u> (En € HT)
TRIHOMME	Avance en compte courant non rémunérée	145 207
RESIDEL	Avance en compte courant non rémunérée	30 490

TABLEAU III :

PERSONNES CONCERNEES PAR LES CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE 225-38

Sociétés	Administrateurs concernés			
	M. François FEUILLET	Mme Marie-Hélène FEUILLET	M. François BALEYDIER	M. Michel BARBIER
ARCA 2001 S.p.A. - POMEZIA	Président	Administrateur		
TRIGANO JARDIN	RPPMA. ⁽¹⁾	Président et directeur général	RPPMA. ⁽¹⁾	
ARTS ET BOIS	Président	Membre du comité de surveillance		
AUTOSTAR	Président du Directoire	Présidente du Conseil de Surveillance	RPPMA. ⁽¹⁾	RPPMA. ⁽¹⁾
EURO ACCESSOIRES	Président	Membre du comité de surveillance		
MAITRE EQUIPEMENT	Président	Membre du comité de surveillance	Membre du comité de surveillance	
RACLET	Président	Membre du comité de surveillance	Membre du comité de surveillance	
RESIDENCES TRIGANO	RPPMA. ⁽¹⁾	Président et Directeur Général	RPPMA. ⁽¹⁾	
SCI DUCHESSE DE MIRABEL		Gérante		
AUTO-TRAIL V.R. Limited	Administrateur	Administrateur		
CLAIRVAL	Président du comité de surveillance	Membre du comité de surveillance	Membre du comité de surveillance	
TRIGANO REMORQUES	Président	Administrateur		
TECHWOOD	Gérant			
CAMPING-CARS CHAUSSON		Président		
TROIS SOLEILS	Gérant associé			

(1) RPPMA : Représentant permanent d'une personne morale administrateur

TABLEAU III :

PERSONNES CONCERNEES PAR LES CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE 225-38 (suite)

Sociétés	Administrateurs concernés			
	M. François FEUILLET	Mme Marie-Hélène FEUILLET	M. François BALEYDIER	M. Michel BARBIER
PLISSON	Membre du comité de surveillance	Président	Membre du comité de surveillance	
TRIHOMÉ		Gérante		
ED ENTREPRISES		Présidente		
FONCIERE PARISIENNE		Présidente		
RULQUIN	Président	RPPMA. ⁽¹⁾		
SCI du PROFESSEUR PARMENTIER	Associé	Gérante		
CMC Distribution France	Administrateur	Présidente	Administrateur	
SCI du COLONEL PETIT	Associé	Gérante		
TRIGANO MDC	Président	Membre du Comité de Surveillance		
SCI PRESIDENT ARNAUD	Associé	Gérante		
TRIGANO VDL	Président	Membre du Comité de Surveillance		Membre du Comité de Surveillance
TRIGANO PARTICIPATIONS		Présidente		
TRIGANO S.p.A.	Président	Administrateur		
E.T. RIDDIOUGH (sales) limited	Administrateur	Administrateur		



TEXTE DES RESOLUTIONS



I - RESOLUTIONS DU RESSORT DE L'ASSEMBLEE DELIBERANT SOUS FORME ORDINAIRE

Première résolution

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2003, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations qu'ils traduisent, faisant ressortir un bénéfice de 18.697.604,48 €.

L'assemblée générale approuve le montant des dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 août 2003 ainsi que les opérations qu'ils traduisent.

Troisième résolution

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes en application de l'article L 225-40 du Code de commerce, approuve purement et simplement les conclusions dudit rapport ainsi que l'ensemble des opérations qui y sont énoncées.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice s'élevant à 18.697.604,48 € de la manière suivante :

	€
Résultat de l'exercice	18.697.604,48
Majoré du report à nouveau antérieur	88.626,92
Total à affecter	18.786.231,40

Aux comptes suivants :

	€
Dotation à la réserve légale	934.881,06
Dividendes (0,30 € / action)	3.396.320,10
Autres réserves	14.400.000,00
Report à nouveau	55.030,24
Total affecté	18.786.231,40

Le dividende de 0,30 € par action sera mis en paiement le 15 janvier 2004.

Les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	31/08/00	31/08/01	31/08/02
Nb d'actions au capital	11 050 000	11 321 067	11 321 067
Dividende brut en €	0,12	0,14	0,16
Avoir fiscal en €	0,06	0,07	0,08
Total en €	0,18	0,21	0,24

Cinquième résolution

L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les administrateurs pour l'exercice clos à 54.000 €.

Sixième résolution

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

II - RESOLUTIONS DU RESSORT DE L'ASSEMBLEE DELIBERANT SOUS FORME EXTRAORDINAIRE

Septième résolution

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du conseil, décide, en application des dispositions de l'article L 225-129 VII du code de commerce, de réserver aux salariés de la société, une augmentation du capital social en numéraire aux conditions prévues à l'article L 443-5 du code du travail.

